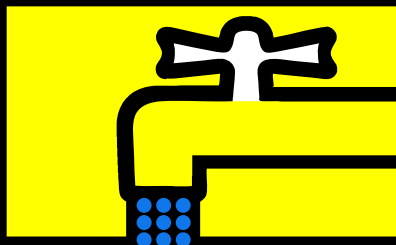
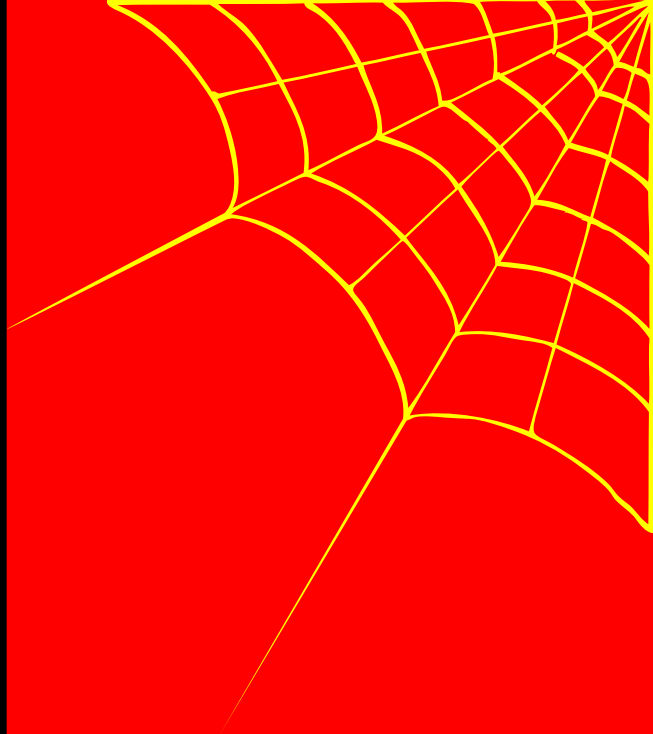
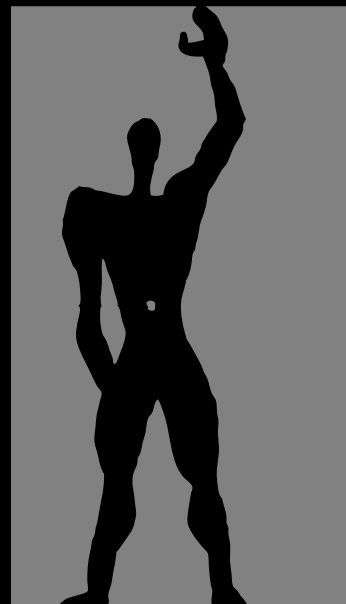
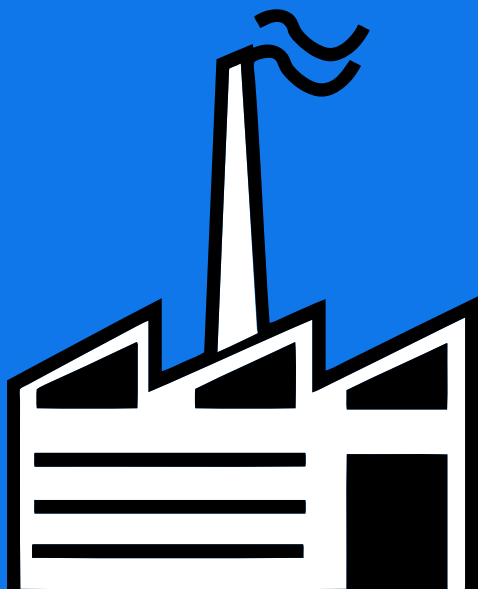
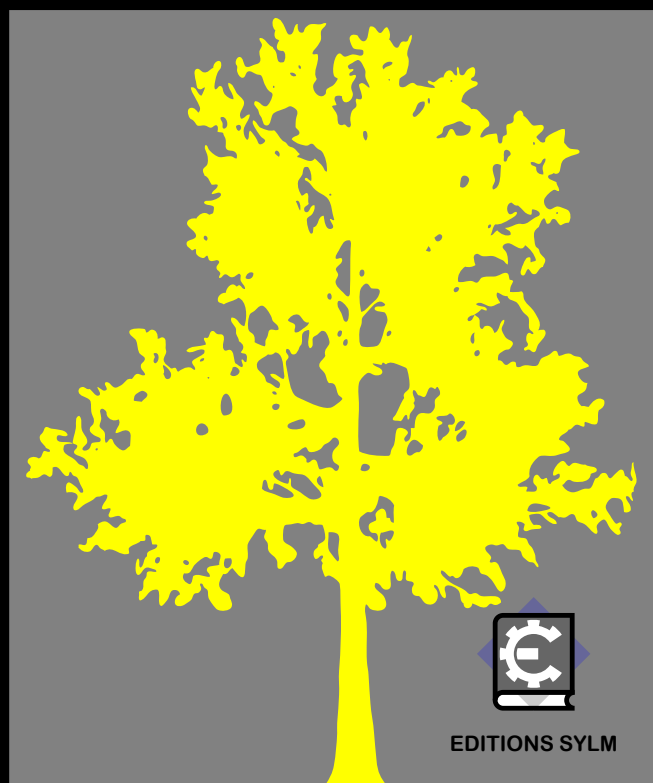
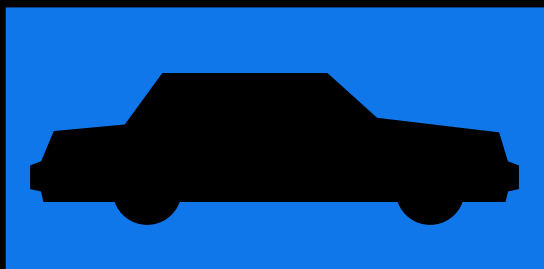


LA TOILE

trimestriel monarchiste dépoussiérant



**DEVELOP
PEMENT
DURABLE**



EDITIONS SYLM



SOMMAIRE

Editorial	3
Développement durable	4-23
<i>Entretien avec le prince Jean d'Orléans</i>	4
<i>De l'écologie</i>	5-6
<i>Les princes et l'écologie</i>	7
<i>Penser au-delà du nucléaire</i>	8-9
<i>Nucléaire : une aubaine pour l'humanité ?</i>	10-12
<i>Tchernobyl, 22 ans après</i>	13
<i>Le réchauffement climatique</i>	14
<i>Surpopulation</i>	15-16
<i>Les énergies renouvelables et l'éolien</i>	17-18
<i>Ecologie, souverainisme et régionalisme</i>	19-20
<i>La biomasse</i>	21
<i>Entretien avec P. de Villenoisy</i>	22
<i>Entretien avec David Saforcada</i>	23
Planète monarchiste	24-29
<i>Le discours du roi Michel de Roumanie</i>	29
<i>Entretien avec A.F. Krupa de Tarnawa</i>	29
Le chant du SYLM	30-35
<i>Editorial</i>	30
<i>Saint Thomas, priez pour nous !...</i>	31
<i>nUBaKr3n</i>	32-33
<i>Iter - Tout savoir sur le TOKAMAK</i>	33
<i>Corrida à Durban</i>	34-35
La cuisine de Victor Hublot	36

LA TOILE

Trimestriel monarchiste dépoussiérant

Trimestriel - Numéro 13 - Hiver 2011/2012

Président : Sylvain Roussillon

Directeur de la Publication : Frédéric de Zarma

Rédac' Chef : Sylvain Roussillon

Rédacteurs : Catoneo, J.-P. Chauvin, H. Clément, F. Degans, Y. Egal, J. Foos, V. Hublot, A.F. Krupa de Tarnawa, F. Laffaille, L. Marv-Laf, J. d'Orléans, Henri Comte de Paris, J. de Profundis, J.-B. Rouquerol, S. Roussillon, D. Saforcada, J. Taubel, P. de Villenoisy, F. de Zarma

Maquette : J. Taubel et Zarma

Couverture : J. de Profundis

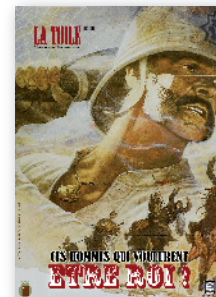
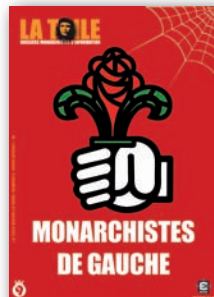
Rédaction : latoile@monarchiste.com

Publicité : regie@sylm.info

Abonnements : abonnement@monarchiste.com

Publié par la Conférence Monarchiste Internationale
Réalisé et diffusé par SYLM

Crédit iconographique : tous les logotypes, images et graphismes sont la propriété de SYLM et de leurs auteurs ou réputés libres de droits. Si vous possédez les droits sur une image, vous pouvez demander son retrait à la rédaction.



LA TOILE

Quatre fois par an quand il fait beau, La Toile met son gros doigt manucuré sur un sujet d'actualité ou de culture monarchiste et vous livre sa vision du monde qui vous entoure, avec des mots de trois syllabes et des références compréhensibles... une révolution, quoi.

Vous avez un talent de rédacteur, de maquettiste ou de graphiste et l'envie de sortir un peu du marécage de la querelle dynastique ? Rejoignez l'équipe éditoriale et contribuez à la diffusion d'une revue indépendante et objective pour renforcer les liens de la diaspora monarchiste et sauver la forêt amazonienne.



CONFÉRENCE
MONARCHISTE
INTERNATIONALE

Vos idées, vos mots, votre mag'



Environnement : quels choix pour quel avenir ?

par **Sylvain ROUSSILLON**
Secrétaire Général de la C.M.I.

Environnement, énergies, développement durable...

Le charbon est une source d'énergie moribonde, le pétrole et le gaz s'épuisent, le nucléaire inquiète, les énergies dites « propres » peinent à se détacher de leur étiquette écolo. Quelques-uns ont des avis bien tranchés (Il faut ! Nous devons ! Y'a qu'à !...) mais avouons-le, les questions liées à l'environnement, aux énergies, au développement durable, demeurent complexes et ne peuvent se satisfaire de slogans à l'emporte-pièce, de pseudo-solutions démagogiques ou de tentatives dont on ignore quel serait l'impact durable sur l'environnement, comme l'exploitation des sables asphaltiques, des schistes bitumeux ou des hydrates de méthane.

Les rédacteurs de la Toile, dont vous noterez la grande diversité et l'originalité des signatures, n'ont pas l'ambition de répondre à ces questions aussi complexes en quelques lignes, en quelques pages. Mais, en tant que monarchistes, en tant que politiques, nous ne pouvions pas laisser de côté un débat déjà ancien, réactivé par la catastrophe de Fukushima.

Nous sommes monarchistes, ai-je écrit. C'est-à-dire partisans d'un système politique durable et enraciné dans des traditions séculaires. Pour autant nous nous voulons résolument tournés vers l'avenir. Celui de nos nations respectives, le nôtre, celui de nos enfants et de nos petits-enfants. C'est dire si nous sommes à notre place, en toute légitimité, dans le débat environnemental.

Sans donner de leçons à qui que ce soit, sans faire la morale à quiconque, sans avoir la prétention d'apporter la solution radicale et définitive, nous pensons qu'il est temps pour les monarchistes de sortir de leur tour d'ivoire pour, parfois, se poser les questions du quotidien.

N'espérez pas trouver des certitudes dans ce numéro ; cherchez-y seulement des pistes de réflexion. La politique est aussi un doute.



Le Prince Jean et la préservation de l'environnement

La Toile : Monseigneur, la défense du patrimoine national passe-t-elle aussi par la défense de nos sites environnementaux (forêts, zones naturelles sensibles, écosystèmes menacés) ?

Jean d'Orléans : Il n'y a pas de passage obligatoire. Il arrive que certaines personnes ou structures ne s'intéressent qu'à un patrimoine en particulier, l'architecture par exemple. Il est vrai que de plus en plus ces personnes ou structures intègrent dans leur réflexion et leur action d'autres « patrimoines » plus immédiats : un parc, des pièces d'eau... Comme vous le savez, avec Avenir & Patrimoine, j'agis dans le domaine de la mise en valeur du patrimoine historique et culturel Français. Je suis aussi gestionnaire et actionnaire de forêt, dans le nord-est de la France, au Nouvion-en-Thiérache (ci-dessous), une forêt historique mais aussi à la pointe d'une sylviculture proche de la nature. Dans un tel cadre, il n'est pas possible de ne pas faire le lien entre les deux. Ces deux activités font partie de la défense et de la mise en valeur d'un même patrimoine national qui permet de nous enraciner pour l'avenir.



LT : La logique du développement durable conduit-elle inéluctablement à une prise de conscience économique et à des changements de comportement (valorisation des déchets, politique de RSE dans les entreprises, éco-emballages) ?

JdO : Comme pour la question précédente, il n'y a pas de lien inéluctable entre les deux. Cependant, il existe de nombreuses entreprises françaises qui se sont positionnées à la pointe dans ces domaines. L'entreprise Séché par exemple, près de Laval, que j'ai visitée il y a plusieurs années, s'est spécialisée

dans le traitement des déchets et la valorisation du biogaz pour produire de l'électricité verte. Il est certain que l'avenir va voir se développer de nombreuses autres activités économiques, notamment autour du bois-énergie, confirmant ainsi cet adage que j'apprécie particulièrement : penser global et agir local.

LT : Les Princes, par leur enracinement dans un tissu national, par le positionnement non partisan qu'ils incarnent, ne constituent-ils pas les porte-drapeaux naturels de ces nouveaux engagements environnementaux ?

JdO : Vous avez raison. Je vais prendre un exemple très significatif. Il y a eu ces dernières années plusieurs déplacements de Princes en région arctique : Albert de Monaco au Pôle Nord en 2006, Joachim de Danemark au Groenland en 2011. J'ai moi-même effectué une expédition en 2005 sur les traces du duc d'Orléans. Lors de cette expédition nous avons découvert sur la côte est du Groenland « l'Île du Réchauffement » (*Uunartoq Qeqertoq* en inuit). Le glacier qui la rattachait à la terre ferme avait fondu et laissait entrevoir un bras de mer qui n'apparaissait jusqu'alors sur aucune carte. Les Princes sont, ou peuvent être, de précieux relais de ces nouveaux phénomènes environnementaux auprès des opinions de leurs pays, en particulier parce qu'ils se situent en dehors de tout esprit partisan.

NOTE DE LA REDACTION

Conformément à sa politique éditoriale objective, La Toile a adressé une demande d'article identique à Louis de Bourbon, Henri et Jean d'Orléans. Si les deux derniers ont accepté d'apporter leur contribution à ce numéro, le secrétariat de Louis a préféré ne pas donner suite.

Nous reproduisons ci-dessous la réponse qui nous a été faite et nous regrettons de ne pouvoir donner au lecteur l'ensemble des positions princières concernant ce sujet de société.

**«Bonjour,
Nous regrettons, malgré tout l'intérêt que va présenter ce numéro, de ne pas vous donner satisfaction. Monseigneur n'entre pas dans ce type de débats.
Merci de votre prise de contact.
Cordialement
Institut duc d'Anjou»**



De l'écologie

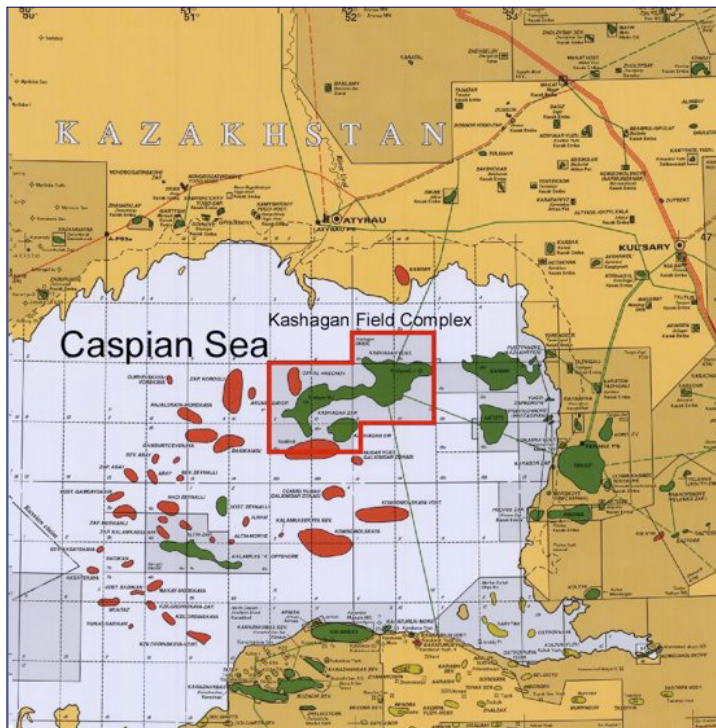
Le Pétrole

L'humanité consomme plus de pétrole qu'elle n'en produit. Les réserves mondiales s'épuisent. Jusqu'à présent, nous avons cueilli les fruits qui étaient à portée de main et l'exploitation du pétrole était alors rentable. Depuis peu, on commence à prospecter des gisements onéreux dont la rentabilité devient hypothétique.

Le projet Kashagan (ci-dessous), en mer Caspienne, en est un exemple type : peut-il devenir rentable un jour ?

On est en droit de se poser la question, après onze ans et 39 milliards de dollars d'investissements, huit années de retard et un dépassement budgétaire de 15 milliards de dollars. Sans parler de la mise à mort programmée de l'esturgeon.

Même si toutes les mesures nécessaires sont prises pour éviter de polluer les mers (voir la catastrophe du Golfe du Mexique) le coût d'une politique de prévention des risques devient parfois prohibitif pour une rentabilité de l'essence à la pompe aberrante.



La fission nucléaire

En dépit de ma terrible inquiétude, partagée par bon nombre d'entre nous, pour l'énergie issue de la fission de l'atome, éminemment dangereuse et parfois mortelle sans préavis, les catastrophes de Tchernobyl comme celle de Fukushima nous poussent à exiger que l'on prenne des précautions urgentes et non pas seulement en paroles.

Pour le moment, il ne saurait être question de supprimer les centrales actuelles dans notre pays, mais bien de renforcer la sécurité et surtout de remettre aux normes celles qui ont vieilli,



sinon les supprimer. Le prix d'une vie humaine est plus précieux que le coût du démantèlement d'une centrale.

Entendons-nous bien, le parc des centrales atomiques françaises peut nous apparaître et nous sembler encore le mieux entretenu et le plus sécuritaire, il n'empêche que le principe de précaution doit primer toute politique de rentabilité à court terme.

La fusion de l'atome

Le 9 novembre 1991, la première fusion deutérium-tritium eut lieu à Cadarache dans les installations d'I.T.E.R. (*International Thermonuclear Experimental Reactor*). Le français Paul-Henri Rebut (ci-dessous) et son équipe internationale génèrent pendant plus de cinq secondes une puissance de fusion de l'ordre de deux mégawatts.

Le *New York Times* écrivait : « Cette réussite marque une étape majeure pour le bien de l'humanité par la maîtrise de ce feu thermonucléaire, non polluant, qui fait briller le soleil, une étape décisive dans un processus qui doit conduire au contrôle d'une énergie presque inépuisable : « du soleil en bouteille » serait-ce le merveilleux mythe du bon oriental de la lampe d'Aladin ou la malédiction de Prométhée qui voulut voler le feu des dieux ».

A l'Université de Columbia en 1891, Nikola Tesla, inventeur de génie, lors d'une conférence prononça les mots suivants : « Dans quelques générations, nos machines seront propulsées par une énergie gratuite disponible à tout endroit de l'univers... Car dans l'espace existe une sorte d'énergie cinétique. Alors, l'humanité pourra mettre des techniques énergétiques nouvelles en harmonie avec les grands rouages de la nature ». Il poursuivait : « Si l'on parvenait à produire des orages électriques de l'intensité voulue on pourrait modifier le climat sur la planète et de la sorte améliorer les conditions de vie sur sa surface ».

A quelques temps de là, au début du XX^{ème} siècle, Tesla mettait au point un transformateur géant, comme une sorte de grande cage métallique qui pouvait capter grâce à son mât l'électricité ambiante, les éclairs, et qui retransmettait des quantités presque illimitées d'énergie électrique en n'importe quel point voulu du globe, avec des pertes négligeables et cela sans problèmes de transfert ni de câbles.

Depuis une dizaine d'années seulement, une partie des découvertes des 900 brevets de Tesla ont pu être récupérés. En effet, entre temps des Etats ont pillé ses inventions et transformé certains projets pacifiques en armes de destruction... et les lobbies de l'atome et de l'électricité préfèrent faire payer une énergie parcimonieuse et chère que de permettre la gratuité de l'élec-



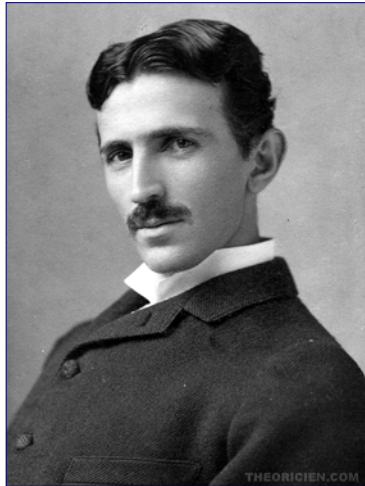
tricité.

Nous devons tous solidement avoir à cœur de ne pas transformer les découvertes d'I.T.E.R. comme celles de Tesla en armes de guerre, ce sera le défi de notre 3^{ème} millénaire. Et comme Michel de Montaigne le disait : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Les énergies douces et renouvelables

Actuellement, elles ne sont qu'un pis-aller. De plus, elles sont inesthétiques pour la plupart.

Mais toutes additionnées ne peuvent répondre qu'à une infime partie des besoins de la consommation mondiale.



Alors au lieu d'investir dans des projets pharaoniques qui détruisent l'agriculture et la nature tels des aéroports ou des lignes TGV inutiles et dispendieuses, concentrons nos efforts dans le développement de projets scientifiques, poursuivons les recherches d'I.T.E.R., explorons et adaptons les pistes que Nikola Tesla (ci-contre) a ouvertes.

Nous possédons en France des chercheurs, des savants, des scientifiques très capables. Ne gâchons pas notre avenir en négligeant cette grande richesse.

L'Ecologie et la protection de notre environnement

Dans la querelle microcholine qui agite actuellement les Verts contre les OGM, pas un instant je n'ai entendu le mot dépendance. Tout ce qui a été écrit ou dit sur le principe de précaution,

la pollution des pollens, les plantes transgéniques, est bel et bon.

Mais lorsque l'on hybride le blé, le maïs ou le riz, lorsque le pillage génétique des plantes spolie les autochtones de leur patrimoine naturel, Mexique, Amérique latine, Afrique, Asie du Sud... alors on n'est plus maître de son propre destin, de la manière ancestrale de se nourrir...

Ceux qui achètent ces graines émasculées et qui ne peuvent se reproduire deviennent dépendants des grands groupes agro-alimentaires et chimiques. On peut peut-être considérer cela comme un brigandage du mondialisme actuel.

Alors protéger la nature, ce devrait être la responsabilité de tous et de chacun. Cela s'enseigne dès le plus jeune âge en famille comme à l'école.

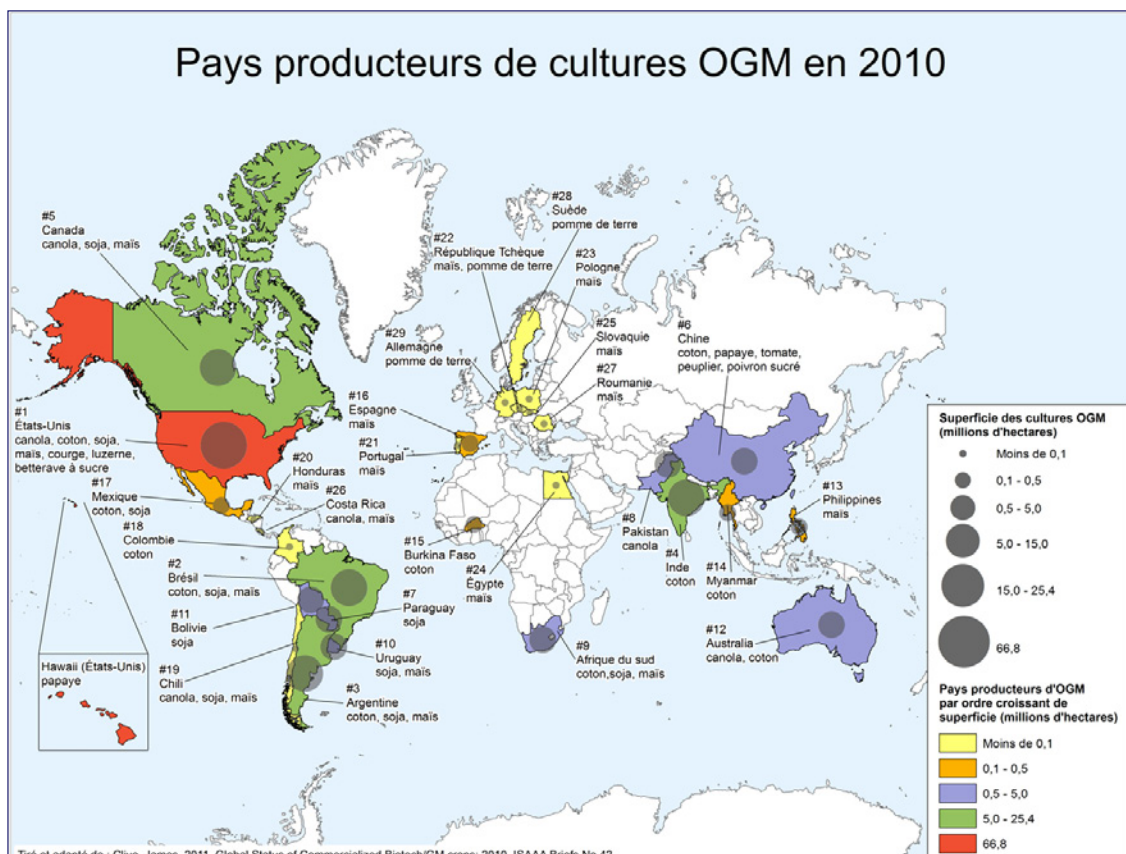
L'Ecologie ne devrait pas être une idéologie politique mais un acte d'amour envers cette nature qui nous nourrit.

Nous devrions écouter plus souvent et interroger les agriculteurs, avec leur connaissance et qui savent cultiver et sauvegarder cette nature dont nous tirons tant de bien.

La terre, actuellement, saigne car elle n'est pas traitée, elle est maltraitée ; l'eau est rongée de dégoût, elle est amère, et les mers sont malades. Les plantes étouffent et ne peuvent plus respirer.

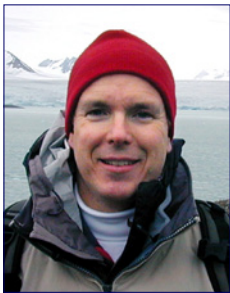
Je m'adresse à vous agriculteurs, éleveurs, marins et pêcheurs, vous les missionnés de la terre et les laboureurs des mers, vous avez la magnifique responsabilité de notre terre, de notre France. Préservez-la car la terre est la ressource de demain et sa force est une puissante source de vie et de régénération. Ne la détruisons pas.

• Henri, Comte de Paris, Duc de France •



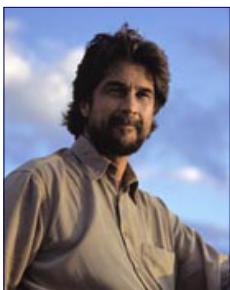
Les princes et l'écologie : une histoire naturelle

En près de 20 ans, l'écologisme est devenu un des incontournables tant dans la vie politique française qu'européenne ou mondiale. Il n'est plus un politicien qui n'a pas inclus dans son programme une profession de foi écologiste. Et le Gotha ne fait pas exception à cette vague verte qui agite les milieux politiques de tous bords.



Le Prince Albert II de Monaco (photo) a fait de l'écologie un combat de tous les jours. Membre du comité de soutien du *World Wildlife Fund* (W.W.F.), il a accueilli dernièrement une conférence de réflexion sur la situation de l'Arctique dont le royaume de glace se réduit régulièrement chaque année à cause du réchauffement climatique, images que les médias nous assènent quotidiennement afin de réveiller les consciences ou nous culpabiliser, c'est

selon. Ce n'est pas la première fois que la famille Grimaldi s'engage en faveur de l'environnement. Son arrière-grand-père père Albert I^{er} (1848-1922) s'était en effet fait connaître en finançant et en participant lui-même à d'importantes expéditions océanographiques. En 2006, Albert II a créé la Fondation Prince Albert II de Monaco pour la protection de l'environnement et le développement durable⁽¹⁾, dont l'objet résume à lui seul le programme du Rocher : « Il s'agit d'un défi planétaire commun qui demande des actions urgentes et concrètes, en réponse à trois grands enjeux environnementaux : le changement climatique, la biodiversité et l'eau. »



Autre Prince, autre hémisphère : la famille impériale brésilienne des Bragança-Orléans est connue pour son implication dans la protection de l'environnement et notamment celle de la forêt amazonienne. Le Prince Joao Henrique dit Joaozinho (photo), coqueluche des médias locaux, s'y implique tout particulièrement. En 1992, il prend la parole lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, accorde des interviews

et dénonce les grandes compagnies qui déforêtent le poumon vert de la planète et achèvent de détruire le patrimoine culturel du Brésil. L'héritier au trône, Dom Bertrand, défend de son côté une autre forme d'écologie plus politique et se veut un farouche défenseur des grands propriétaires : selon lui, la réforme gouvernementale en matière de redistribution des terres menacerait le fragile équilibre économique-environnemental brésilien.



Il faut encore citer le Prince Jean d'Orléans (photo) qui, participant à un colloque sur « la forêt dans tous ses états » à Paris le 18 novembre 2011, a parlé « d'une forêt incarnant les qualités attendues d'un roi juste et sage ». Ayant hérité du Comte et de la Comtesse de Paris des forêts de Novion en Thiérache, le Duc de Vendôme a mis en place une gestion « dynamique et respectable de l'écosystème » et adhère sans complexe au développement durable, « tenant l'écologie pour l'une des nécessités de son temps ».

Au Royaume-Uni, le Prince Charles (photo), depuis longtemps

Prince héritier en devenir, a trompé son ennui avec la protection de l'environnement, n'hésitant pas à bousculer les idées reçues. Au début raillé par les médias, critiqué pour ses prises de position, le Prince Charles est aujourd'hui reconnu et écouté. Il a mis ses idées en œuvre dans sa ferme biologique de Highgrove et les a expliquées dans un livre intitulé *Harmony*, « espérant une conscience générale qui permettrait de redécouvrir le lien qui nous unit à la planète. »



Lors de son message annuel de Noël, le 25 décembre 2011, la Reine Béatrix des Pays-Bas (photo) est montée au créneau du combat en faveur de l'écologie dénonçant le gaspillage « des ressources de la terre par des peuples aveugles » et appelant les peuples à protéger l'environnement pour les générations futures.



Et comment ne pas parler du seul mouvement écolo-monarchiste engagé en politique. Le Mouvement pour la terre (M.P.T.) au Portugal affiche clairement son engagement en faveur de l'écologie couronnée. Malgré quelques élus locaux, le M.P.T. a perdu aux dernières élections législatives de 2011 ses deux représentations au Parlement. Fondé par Gonçalo Ribeiro Telles (photo), figure du mouvement royaliste portugais, le M.P.T. reste néanmoins un parti marginalisé dans un pays où l'environnement ne fait pas partie des priorités⁽²⁾.



La liste de Princes et autres têtes couronnées est encore longue dans ce combat pour la protection de l'environnement, preuve si il en est que les royautés et les monarchistes de tous pays entendent bien aussi ne pas être exclus d'un débat international de société dont l'enjeu essentiel est la sauvegarde de la planète pour nos enfants.

• Loïc Marv-Laf •

Notes

1. <http://www.fpa2.com/>

2. http://wiki.sylm.info/index.php/Gonçalo_Ribeiro_Telles

LA TOILE VOUS PLAÎT ?

IL EXISTE UN MOYEN DE LE MONTRER...

Participez au financement et au développement de votre journal ; permettez-lui de devenir bimestriel en effectuant un don en-ligne sur :

<http://latoile.monarchiste.com>

Penser au-delà du nucléaire

La question énergétique n'est pas séparable des questions environnementales, qu'il s'agisse de celle des ressources ou de celle des nuisances possibles. Or, dans notre société de consommation, l'énergie est souvent, en particulier pour tout ce qui non-renouvelable, « consommée » et, une fois son principe actif utilisé, ne restent que les fumées ou les déchets.



Dans le cas de l'énergie nucléaire, pas de rejet de gaz à effet de serre, certes, mais des déchets difficiles à traiter et qui, au-delà des limites d'une vie humaine moyenne, continuent à être plus que dangereux pour les êtres vivants et leurs milieux. Attachés à ne pas limiter leur vision à leur seule génération personnelle car s'inscrivant dans le temps long des siècles passés et à venir, les monarchistes restent plus que réservés sur cet usage de l'énergie nucléaire, et ce n'est pas exactement un hasard si de nombreux militants de la **Nouvelle Action Française** des années 70 se retrouvèrent parmi les contestataires antinucléaires de Plogoff, ni si quelques royalistes maurassiens de la région tourangelles arboraient, dans les années 80, le célèbre autocollant jaune et rouge « **Nucléaire ? Non merci** » (ci-contre)...

Mais, au-delà des déchets, il y a l'exploitation dangereuse d'une matière première qui, elle-même, n'est pas renouvelable ni inépuisable : l'uranium, que la France va chercher loin des frontières de notre pays, démentant ainsi l'idée couramment avancée d'une « indépendance énergétique », peu avérée dans ce cas-là ! Il n'est d'ailleurs pas dit que la France, par ses entreprises électriques et nucléaires, puisse toujours assurer ses approvisionnements d'uranium dans les années qui viennent !

L'exploitation de l'énergie nucléaire n'est ni anodine ni totalement sécurisée, quoi que l'on en dise : bien sûr, les centrales de Tchernobyl et de Fukushima ne respectaient pas toutes les règles communément admises en France, mais il n'empêche, le péril reste grand dès qu'il y a une centrale nucléaire et il l'est en particulier pour les milieux comme pour les populations aux alentours. Sans penser à un acte terroriste ou à une catastrophe sismique (toujours possible l'un ou l'autre, d'ailleurs), une simple erreur humaine ou un accident technologique peut avoir des conséquences dramatiques, comme l'a démontré à l'envi l'exemple de la centrale de Tchernobyl en 1986. La question est bien alors celle de l'acceptation, ou non, du risque qui, s'il devient réalité, peut frapper des populations nombreuses et des milieux étendus, que cela soit par la terre, l'eau et les nappes phréatiques, voire par les airs avec le nuage de radioactivité qui, lui, ne connaît ni les frontières ni quelque limite humaine ou géographique que ce soit... Un accident nucléaire en France, au regard de la densité de notre population sur le territoire et de la proximité urbaine des centrales (il suffit de consulter la carte des sites nucléaires en

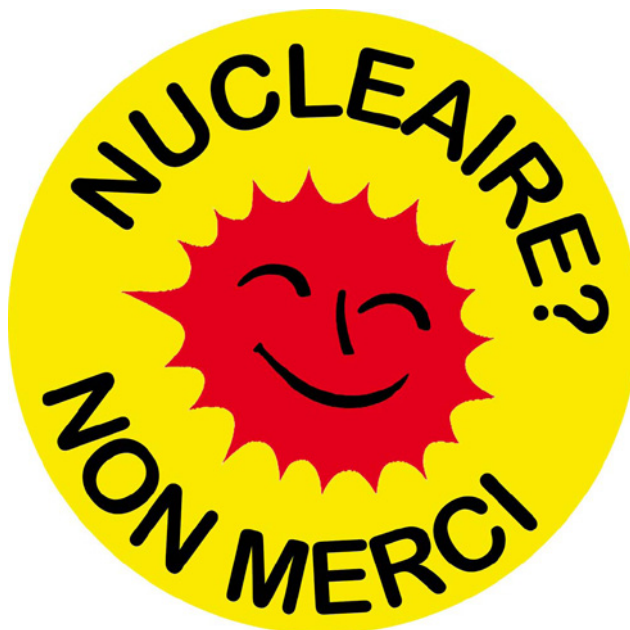
France, mais aussi celle des zones d'enfouissement des déchets nucléaires, autre problème que l'on oublie un peu ces temps-ci...) aurait des répercussions incalculables dont les conséquences s'inscriraient sans doute dans un temps particulièrement long, sur plusieurs générations... Le risque, qui n'est pas infime et qu'il n'est pas nécessaire de grossir pour en montrer la nocivité, vaut-il la peine d'être couru ? Je n'en suis pas sûr...

Une fois posés ces éléments, cela ne suffit pas pour affirmer qu'il est souhaitable et forcément possible de sortir du nucléaire. Allons plus loin, donc, ou, plutôt, contextualisons le sujet : lorsque le choix de l'énergie nucléaire a été fait, le pari d'une maîtrise suffisante de celle-ci était possible, mais, au-delà des incontestables réussites en ce domaine, le « **risque majeur** » n'a pas été totalement écarté, ce qui est inquiétant, ni la **fréquence des incidents**, chiffre qui a doublé en une décennie, pour dépasser le millier en 2010 selon l'Autorité de sûreté nucléaire. **En bons empiristes, et acceptant quelques risques pourvu que l'essentiel ne soit pas en cause, les expériences des décennies passées imposent de poser, le plus rapidement possible, la fin de l'exploitation civile de l'énergie nucléaire**, ce qui n'interdit pas, d'ailleurs, de conserver, ou plutôt de limiter cette énergie à des motifs militaires de dissuasion.

Cela étant, comment faire pour sortir du nucléaire sans risquer un effondrement énergétique dans notre pays qui est si dépendant de cette énergie comptant pour 74 % dans la production d'électricité nationale ? La réponse n'est pas simple et se décline plutôt au pluriel.

L'erreur serait de quitter le nucléaire pour reprendre les mauvaises « habitudes carbonées » : l'exemple de l'Allemagne qui remplace les centrales nucléaires par des centrales thermiques, plus immédiatement

polluantes, n'est guère encourageant ni probant, c'est le moins que l'on puisse dire ! Le problème avec le « tout-nucléaire » que les gouvernements successifs de la 5^{ème} République ont imposé, parfois sous la pression du « lobby » électrique, c'est qu'il a empêché la France de lancer un grand programme de recherche et développement dans les énergies renouvelables ou alternatives alors que notre pays compte tant de potentialités énergétiques et d'intelligences susceptibles de les mettre en valeur et en pratique. Le côté « court-termiste » du système républicain, éternellement coincé entre deux élections, caractère accentué par la mise en place du quinquennat présidentiel, est un handicap certain, et le coût supposé bas de l'électricité d'origine nucléaire a longtemps empêché de préparer « la suite », à l'image de multiples dossiers (la dette publique, le financement des retraites, etc.) au traitement toujours remis à plus tard, par crainte de « perdre les élections ».



Un Etat digne de ce nom devrait **penser la question énergétique sur le long terme, et non sur le seul temps électoral**, trop court pour engager des politiques environnementales nécessaires mais pas forcément populaires ni électoralement payantes. Sortir du nucléaire passe par ce préalable d'une politique de continuité et, plus exactement, de « **continuité active et critique** » qui permet de fonder une alternative à long terme, s'inscrivant dans la durée et la permanence sans tomber ni dans l'immobilisme ni dans la facilité.



La France a de multiples potentialités énergétiques, aujourd'hui pas ou trop peu exploitées. Un exemple parmi d'autres : l'énergie houlomotrice (ci-dessus), c'est-à-dire l'énergie des vagues, qui pourrait, par une politique volontariste, permettre à notre pays de devenir une véritable « Arabie Saoudite » de l'électricité d'origine renouvelable, au regard des 4.000 kilomètres de côtes métropolitaines et des milliers de kilomètres de littoraux ultramarins. Idem pour l'énergie hydrolienne, voire de l'énergie marémotrice dont la France a été, en Europe, la première initiatrice mais sans poursuivre l'effort, tout comme elle avait, jadis, été la première productrice de voitures électriques avant de céder à la facilité (et à la pression des grandes compagnies pétrolières anglo-saxonnes) et au pétrole, pourtant plus polluant. Sans oublier, entre autres, l'énergie solaire particulièrement intéressante, au-delà même de l'électricité qu'elle peut produire, pour de multiples fonctions (chauffage, cuisson, etc.), et l'énergie éolienne qui peut

éviter d'encombrer les paysages si on l'exploite de façon plus individualisée (éoliennes « de proximité », de taille réduite et permettant de fournir l'électricité de la maison). **Ce ne sont pas les énergies renouvelables et non polluantes qui manquent en France, en particulier au regard de la diversité de ses milieux et de leurs atouts, mais bien plutôt la volonté politique de faire !**

Bien sûr, il faut du temps pour permettre à ces énergies de substitution au nucléaire de fonctionner de façon suffisante et satisfaisante, mais c'est au plus tôt que l'Etat doit lancer cette « **révolution énergétique** » pour répondre aux multiples défis (économiques comme écologiques) de demain, un demain qui commence aujourd'hui et **une révolution de la production qui doit aussi se conjuguer avec une nouvelle pratique des consommations, moins « énergivore » et beaucoup plus sobre** (les Français consomment en moyenne 25 % d'électricité en plus que leurs voisins allemands).

Certes, les obstacles et les difficultés ne manquent pas sur la voie de la Grande Mutation énergétique française : d'où **tout l'intérêt d'une Monarchie qui inscrirait cette révolution dans un cadre politique pérenne**, au-delà des groupes de pression économiques du secteur de l'énergie et des logiques purement consummatrices.

La capacité d'une Monarchie nouvellement instaurée, si cela advenait comme il serait souhaitable que cela advienne, à traiter avec audace et détermination la question environnementale et ses multiples aspects, particulièrement français, pourrait bien être déterminante pour enraciner la légitimité de ce nouveau régime monarchique. **Condition première d'une véritable écologie politique, la Monarchie trouverait aussi dans la pratique écologique d'Etat un vecteur fort de sa légitimation** aux yeux de citoyens français encore sceptiques et au regard de ces générations qui, dans les décennies qui suivent, auront à cœur de vivre bien sur un territoire sauvegardé des périls environnementaux.

La Monarchie n'est pas écologique, elle est « l'écologie pratique », celle qui fonde les politiques environnementales utiles et en permet l'enracinement légitime.

• Jean-Philippe Chauvin •

PUBLICITE

REX APPEAL
Monarchism with style



L'énergie nucléaire : une aubaine pour l'humanité



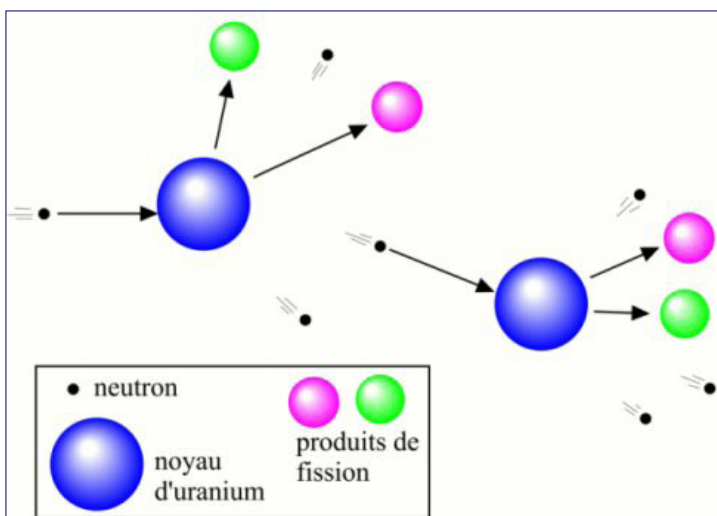
A Fukushima, y a-t-il eu une catastrophe apocalyptique ou un simple accident matériel ? Ne sait-on vraiment pas quoi faire des déchets nucléaires, pourtant en si petites quantités ? Pourquoi nous faire peur avec la prolifération nucléaire à partir de l'atome civil, alors qu'aucun pays possédant la bombe atomique n'a eu besoin d'une centrale pour l'obtenir ?

Le nucléaire est source d'inquiétudes légitimes, mais le débat à son sujet a été détourné du domaine scientifique, trop compliqué pour la majorité de nos concitoyens, vers un terrain manichéen, où n'importe quel apprenti politicien peut avancer n'importe quel argument avec un minimum d'aplomb (« un mensonge répété dix mille fois devient une vérité » disait Goebbels).

Mais le changement climatique va rendre l'énergie nucléaire incontournable, elle va se développer, amenant la création d'emplois dans une branche de l'industrie française qui occupe une place de tout premier plan sur ce marché mondialisé.

L'aventure du XX^{ème} siècle

Plus de 25 prix Nobel de physique ou chimie, dont ceux de Pierre et Marie Curie (deux fois), de leur fille Irène et de leur gendre Frédéric Joliot, ont récompensé des découvertes concernant la structure de l'atome et l'énergie qui lui est liée. Les bombes d'Hiroshima et Nagasaki en ont été une apothéose qui aurait été fort bien acceptée par tous si la Guerre froide n'avait forcé le Parti Communiste et ses compagnons de route intellectuels à s'opposer à tout ce qui pouvait menacer le grand frère soviétique. Le nucléaire civil occidental était désormais considéré comme un soutien à la branche militaire, et tout ce qu'on pouvait dire sur ses qualités dans la production d'énergie n'était que mensonge. Par la suite, la C.G.T. a trouvé son compte parmi les masses



Ci-dessus : La réaction de fission. Lors d'une collision avec un atome d'uranium 235, le neutron incident peut, en disparaissant, générer une fission en 2 (ou 3) atomes et d'autres neutrons, lesquels peuvent produire à leur tour de nouvelles fissions. L'art de l'électricien est d'arriver à atteindre l'équilibre 1 pour 1 pendant longtemps et de récupérer l'énergie dissipée.

d'ouvriers du nucléaire, mais le reste de la gauche a gardé les réflexes antinucléaires.

« Dans la vie, rien n'est à craindre, tout est à comprendre. » (Marie Curie)

L'énergie nucléaire est issue de la fission des atomes lourds (uranium, thorium), en attendant une hypothétique énergie issue de la fusion d'atomes légers (hydrogène, deutérium, tritium), comme cela se passe au sein du soleil et de toutes les autres étoiles, et pour laquelle le réacteur d'essai *Iter* est en construction à Cadarache.

L'uranium est partout et ses réserves seront illimitées avec les réacteurs de génération 4



On trouve de l'uranium partout sur notre planète à une concentration moyenne de 3 g/tonne, variant jusqu'à 20 g/t (exploitable à partir de 10 g/t). Les réacteurs actuels à eau sous pression ou à eau bouillante, dits de 2^{ème} et 3^{ème} génération (E.P.R. d'Areva), « brûlent » principalement de l'uranium 235, qui est en faible quantité dans l'uranium naturel : 0,7 %. Il faut donc enrichir le « combustible » en uranium 235 pour que la réaction nucléaire puisse être initiée et entretenue pour produire de l'énergie.

Il y a deux manières de multiplier les réserves de « combustible » nucléaire :

- trouver de nouvelles réserves d'uranium, dont on utilisera l'uranium 235,
- « brûler » aussi l'uranium 238, 140 fois plus abondant que le 235, dans un réacteur à neutrons rapides (R.N.R.) ou surgénérateur (par exemple Superphénix à Creys-Malville - ci-dessus).

Il y a aussi des quantités énormes (de l'ordre de 1000 fois plus que sur terre) d'uranium exploitable dans l'eau de mer, à des concentrations très faibles, qui pourront être exploitées un jour. Contrairement aux énergies fossiles, les réserves d'uranium ne sont limitées que par leur coût d'exploitation.

Il existe plusieurs filières pour l'énergie nucléaire de fission. L'Inde développe la filière au thorium et la France a fait fonctionner de manière satisfaisante un réacteur de génération 4 de taille industrielle (1300 MW) avec Superphénix, arrêté et en cours de démantèlement pour des raisons purement politiques qui n'honorent pas ceux qui ont été à l'origine de cet arrêt. Dans ce type de réacteur vraiment « durable », la surgénération permet d'utiliser l'uranium 238 et de fabriquer plus de combustible qu'elle

n'en consomme. Seule condition : il faut du plutonium pour initier ce processus miraculeux, plutonium qui est considéré, à tort, comme un « déchet » des réacteurs actuels, alors qu'il s'agit d'une ressource précieuse pour les réacteurs du futur. Le nucléaire durable consiste donc à recueillir ce plutonium dans les réacteurs actuels pour l'utiliser dans de futurs réacteurs de 4^{ème} génération lorsque les quantités accumulées seront suffisantes. Nous avons alors plusieurs millénaires de réserves d'uranium pouvant produire de l'énergie nucléaire, sans parler du thorium, 3 fois plus abondant que l'uranium dans la croûte terrestre.

Le kWh nucléaire est bon marché et l'un des moins contributeurs à l'effet de serre

Avec un cours du pétrole inéluctablement en hausse, le kWh nucléaire sera de plus en plus compétitif, surtout si la raison réussit à imposer une taxe carbone à l'échelle internationale. Car la grande vertu du nucléaire est qu'il n'émet pas de CO₂ pour produire de l'énergie et très peu lors de la succession des étapes du cycle du combustible.

Ceci permet de comprendre ce fait incontestable, c'est le « facteur un million » : un gramme d'uranium 235 produit plus d'énergie qu'une tonne de pétrole, gaz ou charbon. Malgré les dépenses et les émissions de gaz à effet de serre tout au long des étapes du combustible, du berceau (mine, enrichissement) à la tombe (déchets), en passant par la construction et le démantèlement des centrales, tout cela permet de produire de telles quantités de kWh que les coûts et les émissions de gaz à effet de serre de l'énergie nucléaire deviennent négligeables une fois ramenés au kWh. Une éolienne nécessite du béton pour son socle et de l'acier pour son mat et son hélice, apparemment en faible quantité, mais comme l'énergie produite est très faible également, on arrive à un même bilan carbone par kWh que pour la centrale nucléaire.

Ce « facteur un million » explique toute l'économie nucléaire : faible coût, faibles émissions, faible place occupée... par kWh. Et très faible quantité de déchets dangereux à vie longue : un gramme par consommateur d'électricité et par an. Dont on sait évidemment très bien quoi faire, même si leur stockage ultime nécessite encore des choix de lieux et des expériences grandeur nature dans un futur laboratoire souterrain.

Mais la très grande concentration d'énergie est aussi cause de danger et de peurs souvent exagérées.

Les très faibles quantités de déchets n'ont pas d'impact sur la biosphère

Le cadre législatif introduit en France par la loi Bataille du 30 décembre 1991 a défini une stratégie pour la recherche et l'élaboration de solutions de stockage des déchets radioactifs sous le contrôle parlementaire. Comme pour la Suède qui a déjà son laboratoire souterrain pour les déchets à haute activité et à vie longue, le problème des déchets nucléaires est quasiment résolu en France. Certains ont une vie très longue, mais lorsque les lieux de stockage seront éventuellement oubliés, ils auront eu le temps de perdre l'essentiel de leur radioactivité.

Une énergie très sûre relativement aux autres énergies

Dans les premiers temps du développement du programme nucléaire français, il a été difficile de faire comprendre que, si une bombe nucléaire explosait, il n'en était pas de même pour un réacteur nucléaire, qui ne pouvait que brûler en cas d'accident. L'accident de Tchernobyl aurait dû rassurer les populations pour l'avenir : en dehors des émissions de radioactivité, contre les-

quelles on peut se prémunir, un accident de centrale nucléaire est en définitive relativement peu mortel pour son personnel et pour le voisinage, à la grande différence des autres énergies.

Chaque année ce sont des centaines de morts qui surviennent sur les champs pétroliers et gaziers, dans les raffineries, chaufferies et autres installations utilisant le gaz ou le pétrole partout dans le monde, et des milliers dans les mines de charbon, auxquelles s'ajoutent les décès dus aux barrages (30.000 morts en 1979 à la rupture du barrage de Machlu en Inde).

En tenant compte bien évidemment de l'action des radiations, plus étalée dans le temps, le nucléaire tue environ cinq fois moins que le pétrole ou le charbon par MW installé et par an (source O.M.S.).

La peur de la radioactivité : un mal pour un bien

L'accident nucléaire est d'une nature différente de tous les autres du fait des radiations. A risque égal, il fait beaucoup plus peur que n'importe quelle autre calamité, ce qui a été à la fois un bien et un mal pour son développement.

Un mal parce que le caractère invisible du danger radioactif a donné lieu à toutes les suspensions, accusations de mensonge et inventions de dangers imaginaires. Bien qu'on puisse très facilement la mesurer dès le premier atome qui se désintègre, on ne voit pas la radioactivité et sa nocivité ne se manifeste pas tout de suite, donc on l'imagine partout et plus maléfique qu'elle n'est. Si on nous dit le contraire, c'est qu'on nous ment, pense spontanément celui qui a déjà tendance à suspecter tout pouvoir de mauvaises intentions. La paranoïa collective, combinée à l'extrême complexité des phénomènes physiques en jeu dans la réaction nucléaire, ne facilite pas un débat de bonne foi. Entre l'expert qui présente des phénomènes trop complexes et l'apprenti-prophète qui vous révèle la lumineuse vérité cachée derrière le complot des puissants, c'est toujours le second qui gagne dans une société où tout le monde n'a pas une formation scientifique de niveau Bac + 5 ! « Ce qui est simple est faux, ce qui est compliqué est incompréhensible », disait Jean Cocteau. Heureusement, la raison finit toujours par gagner avec le temps, à mesure que la complexité devient moins mal comprise.

Un bien parce que la sur-peur liée au nucléaire a forcé l'industrie à prendre beaucoup plus de précautions que pour les autres secteurs : normes prudentielles maximales, traque et publicité des incidents à partir d'un très faible degré de danger, classement en « déchets faiblement radioactifs » d'objets tellement peu irradiés qu'on pourrait s'en resservir sans danger, etc. Si bien qu'une fuite d'uranium dans le Rhône fait la une de la presse alors que la radioactivité ainsi répandue dans le fleuve est inférieure à celle qui s'y trouve déjà au sein des particules de granite arrachées aux Alpes. Des associations antinucléaires s'offusquent régulièrement de radioactivités suspectes, pourtant inférieures à celles qui sont émises par certains sols d'Inde ou du Brésil où vivent des populations en parfaite bonne santé, ou à celle que tout passager d'un avion ou tout alpiniste de haute montagne reçoit en altitude par les rayons cosmiques. C'est pour que la radioactivité en excès soit mieux appréhendée par rapport à la radioactivité normale, non dangereuse, que Georges Chapak (Le Monde, 2 juin 2000 - ci-contre) préconise l'emploi d'une unité plus parlante au commun des mortels, « qui permettra aisément d'évaluer la gravité de tout incident ou accident donnant lieu à une contamination. Cette unité



est le D.A.R.I. (pour dose annuelle due aux radiations internes). L'irradiation de nos tissus par les corps radioactifs que nous recelons toujours étant en effet l'étalon le plus stable pour les humains. »

Même si un excès de précautions a pu, jusqu'à aujourd'hui, exagérer l'estimation du risque d'accident, l'esprit de responsabilité oblige néanmoins à prévoir ce risque. C'est ce qui a justifié l'invention de l'E.P.R., dont le principal progrès, outre son rendement amélioré, se situe dans le perfectionnement de sa sécurité : redondance des systèmes de sécurité, double confinement du cœur, radier de récupération du cœur en cas de fusion de celui-ci...

Le nucléaire est démocratique

Le nucléaire civil, qui sert aujourd'hui dans le monde majoritairement à la production d'électricité ⁽¹⁾, a l'immense inconvénient de porter le même nom que le nucléaire militaire, c'est à dire la bombe atomique : bombe A pour l'explosion issue de la fission, bombe H pour une explosion encore plus terrible issue de la fusion. Cette homonymie engendre naturellement des associations d'idées qui font qu'un discours sur l'électricité nucléaire évoque toujours un peu les 220.000 morts d'Hiroshima et Nagasaki. Imagine-t-on qu'on utilise le même mot pour l'essence et le napalm, qui n'est lui-même rien d'autre qu'une essence gélifiée à l'aide d'additifs ? Le moteur à explosion aurait sans doute suscité quelques craintes s'il avait fallu aller « faire le plein de napalm » régulièrement, et personne n'aurait accepté une « station de napalm » au pied de chez lui !

Ceci explique en partie ⁽²⁾ la facilité avec laquelle un courant d'opposants particulièrement virulents, voire violents, a pu être créé ou entretenu.

Pourtant le nucléaire est particulièrement démocratique. En Finlande c'est un vote au parlement précédé d'un long débat qui a conduit à la décision de construire une nouvelle centrale nucléaire, et en Suisse un référendum d'initiative populaire a conduit les électeurs à se prononcer en mai 2003 en faveur du maintien du nucléaire dans leur pays, alors que les décisions récentes « contre » en Europe (Allemagne, Belgique) sont le produit d'une initiative gouvernementale sans consultation explicite. En France, les Verts proposent des accords de gouvernement à un autre parti sans demander de référendum explicite sur le nucléaire. Les antinucléaires refusent les débats publics et suscitent le réflexe PUMA (peut-être utile, mais ailleurs) pour retarder le processus démocratique engagé pour le choix des sites d'enfouissement.

Conclusion

Le nucléaire est une énergie durable, parce que son combustible sera quasi-illimité avec les réacteurs de 4^{ème} génération, à un coût raisonnable et sans désagrément majeur pour la santé et l'environnement. Son principal inconvénient, le risque d'accident grave, dû à l'extrême concentration de l'énergie en jeu (facteur un million), n'est pas un obstacle si les nations qui adoptent le nucléaire civil s'en tiennent à des usages civils et en font assumer le choix par leurs populations à travers des processus démocratiques. C'est déjà le cas dans le cadre du T.N.P., traité de non-prolifération nucléaire qui se doit d'être ratifié par tout

nouveau pays souhaitant accéder au savoir-faire permettant de développer l'énergie nucléaire civile dans le cadre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (A.I.E.A.) à Vienne.



Dans son dernier livre, James Lovelock (ci-dessus), père de la théorie de Gaia et considéré comme le fondateur historique de la pensée écologique dès les années 1960, s'exprime clairement en faveur de l'énergie nucléaire. Dès 2000 il a rejoint notre Association des Ecologistes Pour le Nucléaire (A.E.P.N.) que nous avons fondée peu de temps auparavant et qui rassemble maintenant plus de 10.000 membres et signataires, avec des correspondants locaux dans plus de 60 pays. En 2004, il déclarait au journal Le Monde : « Je suis moi-même écologiste et j'implore mes amis engagés dans ces mouvements d'abandonner leur opposition butée. (...) L'opposition à l'énergie nucléaire s'appuie sur une peur irrationnelle nourrie par une fiction dans le style d'Hollywood, les lobbies écologistes et les médias. Ces peurs sont injustifiées et l'énergie nucléaire pacifique, depuis ses débuts, s'est révélée la source d'énergie la plus sûre. »

Patrick Moore, cofondateur de Greenpeace en 1971 à Vancouver, a également rejoint le rang des écologistes favorables à l'énergie nucléaire et est le président d'honneur de l'A.E.P.N. au Canada.

Nous voyons ainsi que le concept de développement durable n'est plus synonyme d'anti-nucléarisme comme cela a pu être le cas à la fin du XX^{ème} siècle.

Au contraire, l'énergie nucléaire est la principale solution, avec les énergies renouvelables et les économies d'énergie, pour faire face au double défi du réchauffement climatique et de la sortie du pétrole, permettant la survie de notre civilisation sans compromettre la satisfaction des besoins des générations futures, ce qui est la définition même du développement durable.

• Yves Egal* •

* Yves Egal est ingénieur agronome, membre de l'AEPN

Notes

1. Il sert aussi à la production d'isotopes radioactifs à usage médical, et pourrait également être utilisé à la production de chaleur pour les réseaux urbains ou industriels lorsque l'opinion publique acceptera les réacteurs urbains.

2. Comme les O.M.G., le nucléaire est une transgression de la nature la plus sacrée (la matière, l'A.D.N.) par une entité maléfique (le lobby nucléaire, Monsanto, fabricant d'un défoliant, l'agent orange, utilisé dans la guerre du Vietnam). Comme pour toute paranoïa, la victime est impossible à convaincre, puisque tout ce qu'on dit trouve une explication : on lui veut du mal et on lui ment.

Tchernobyl 22 ans après : quelle vérité sur le bilan des victimes ?

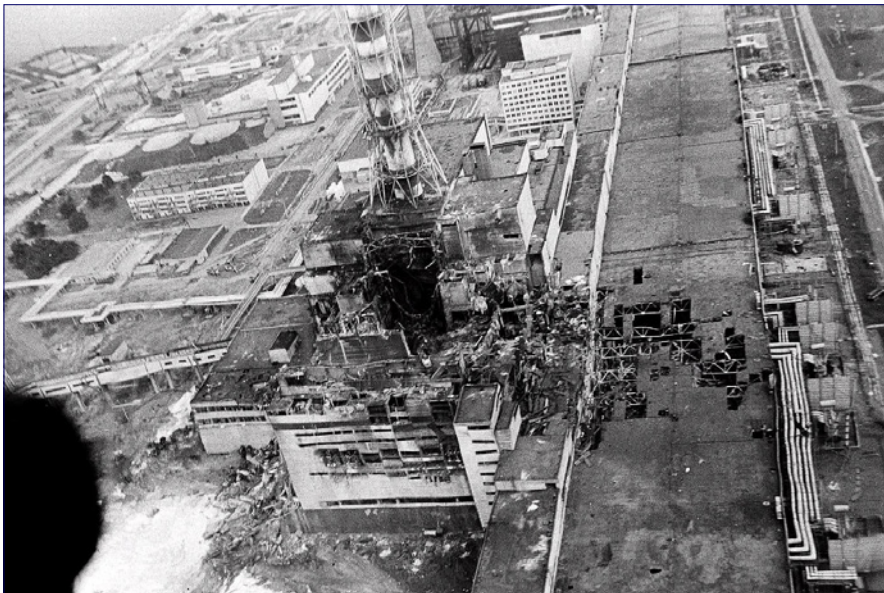
Cet article reprend des extraits d'un texte de Jacques Foos* (ci-contre), paru le 30 avril 2008 sur le site citedurable.com.

(...) il aura fallu attendre le rapport de l'ONU du 5 septembre 2005 pour avoir un bilan sérieux de l'accident. Jusque-là, la « fourchette » des victimes allait de 32 morts dans les jours suivant l'accident, à des nombres variant de 80.000 à 150.000 morts provenant des associations antinucléaires.



Le rapport de l'O.N.U. (600 pages) s'appuie sur une centaine de communications émanant d'économistes et de spécialistes de la santé, toutes personnalités reconnues sur le plan international. Ces études menées pendant près de 20 ans indiquent que, « fin juin 2005, moins de 50 décès peuvent être directement attribués à cette catastrophe. Pratiquement tous étaient des membres

suites d'une radio-exposition consécutive à l'accident de Tchernobyl, le rapport donne le chiffre de 4000 au maximum. Là encore, ce nombre de morts annoncées est très important, mais n'a rien à voir avec ce qu'on a entendu. Sur un autre plan il est loin d'autres chiffres, plus conséquents mais nullement médiatisés concernant d'autres accidents [le plus grave accident industriel : 15 mois plus tôt, une fuite de 40 tonnes de gaz toxiques de l'usine de Bhopal, en Inde, faisait plus de 8000 morts dans les 3 premiers jours et plus de 20 000 en 20 ans. L'accident fera au total 362.540 victimes répertoriées] ; un seul autre exemple : 6000 mineurs meurent chaque année dans des mines chinoises et le tabac tue 5 millions de personnes chaque année dans le monde, autant qu'un accident de type Tchernobyl toutes les 5 minutes ! Comparaison ne vaut pas raison mais il est toutefois bon de posséder quelques repères. (...)



Qui croire ? C'est la question que se pose toujours le non-spécialiste, qui sera tout aussi surpris si on lui dit que, sur les 285.000 survivants aux explosions d'Hiroshima et Nagasaki, l'excès du nombre de morts par cancer au total sera de l'ordre de 400 ! [Entre 1950 et 1997 : pour la population exposée : 9335 morts par cancer. Pour la population de référence : 8895. Soit une différence de 440 en 47 ans]. C'est beaucoup, mais loin des chiffres entendus ici et là et qui sont entrés maintenant dans notre mémoire.

• Jacques Foos* •

* Jacques Foos est professeur au CNAM, titulaire de la chaire « rayonnements isotopes et applications »

des équipes de sauvetage, exposés à des doses très élevées et morts dans les mois qui ont suivi l'accident. D'autres ont survécu jusqu'en 2004. Sur les 4000 patients atteints d'un cancer de la thyroïde, imputable à la contamination résultant de l'accident, tous ont guéri à l'exception de 9 qui sont décédés ». (...)

Le rapport précise également « qu'aucune indication d'une quelconque augmentation de l'incidence de leucémie ou de cancer chez les habitants affectés par Tchernobyl n'a été constatée (on estime à 5 millions le nombre de personnes résidant actuellement dans des zones contaminées à la suite de l'accident) ». Contrairement à ce qui a été dit « aucune indication d'une augmentation de malformations congénitales pouvant être attribuées à une radio-exposition n'a pu être établie ».

La conclusion du rapport n'épargne pas tous ceux qui ont lancé des hypothèses quant aux conséquences de l'accident, un peu à la sauvette : « la persistance de mythes ou d'idées fausses sur le risque d'irradiation ont provoqué chez les habitants des zones touchées un « fatalisme paralysant » ».

Si on considère l'ensemble des décès attribuables à terme, [aux]

Fukushima

Fukushima, induit par une catastrophe naturelle majeure, est un accident à zéro mort et zéro blessé dans la population et quelques blessés légers chez les travailleurs, pour lequel il ne sera pas possible de montrer ultérieurement une quelconque influence sur la santé du peuple japonais. Les combustibles pourront être repris d'ici 10 à 20 ans et les réacteurs démantelés par la suite.

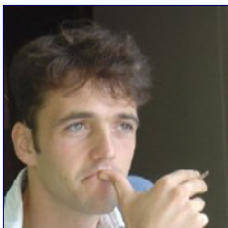


Le réchauffement climatique

Quel réchauffement ?

Les données

Parmi les dix années les plus chaudes depuis un siècle, neuf sont postérieures à l'an 2000. Selon les reconstitutions¹ de températures réalisées par les climatologues, la dernière décennie du XXème siècle et le début du XXIème siècle constituent la période la plus chaude des deux derniers millénaires. Sur une échelle géologique, l'homme n'a jamais connu un tel réchauffement depuis son apparition sur terre. La vie est ainsi confrontée à une situation qu'elle n'avait pas rencontré depuis le temps des dinosaures, soit 120 millions d'années avant l'apparition des premiers hominidés.



Et pourtant il fait froid !

Bien que l'idée semble contradictoire, un lien entre le réchauffement de la planète et la recrudescence d'hivers très froids en Europe est un sujet sur lequel des climatologues allemands se sont récemment penchés. Le résultat ? Le réchauffement de la planète pourrait effectivement provoquer des hivers très rigoureux en Europe. Une récente étude² démontrerait que la fonte des glaces dans l'est arctique aurait pour effet de réchauffer les couches d'air inférieures. Cela aurait une grande influence sur les courants atmosphériques, et provoquerait d'importantes interférences. Ce phénomène pourrait se trouver être à l'origine d'un sensible refroidissement des continents du nord.

Les conséquences environnementales du réchauffement

Elles sont visibles dès aujourd'hui : recul des glaciers et de la banquise, montée du niveau des océans, changements des équilibres pluviométriques, de la répartition des espèces... Ces conséquences seraient-elles bénéfiques pour l'Homme ? Les avis sont partagés en fonction des paramètres retenus pour l'analyse. En revanche, le consensus scientifique actuel pose deux grands constats : le réchauffement climatique entraînera une diminution de la biodiversité, ainsi que des coûts extrêmement importants, engendrés par l'adaptation des populations à leurs nouvelles conditions de vie.

A qui la faute ? (identification des causes)

Dioxyde de carbone ou vapeur d'eau ?

L'effet de serre est un phénomène naturel : la température de la basse atmosphère augmente lorsque les rayonnements infrarouges restent piégés par les gaz dits « à effet de serre ». Ces gaz sont majoritairement constitués par la vapeur d'eau. Cependant, une partie infime de cette vapeur d'eau est d'origine humaine. Le CO₂ en revanche, bien que minoritaire parmi les « gaz à effet de serre », impacte majoritairement le réchauffement climatique. La corrélation entre teneur de l'atmosphère en dioxyde de carbone et réchauffement climatique a été mise en évidence dès 1895 par le prix Nobel de chimie Svante Arrhénius.

L'homme est-il responsable ? (cause anthropique)

C'est ce que conclut, de manière « très probable », le groupe-ment du G.I.E.C. dans son dernier rapport. Bien qu'aujourd'hui un consensus de plus en plus large rassemble les scientifiques et plus encore les climatologues sur cette question, certaines personnalités soutiennent une cause naturelle au réchauffement climatique, notamment l'activité du soleil. Ces propositions n'ont été retenues ni par l'académie des sciences françaises, ni par les travaux actuels menés au sein de l'académies des sciences pontificales.

Pistes pour un rééquilibrage climatique

Quelle attitude adopter ?

Aujourd'hui, les résultats expérimentaux nous invitent à la prudence : une réaction vigoureuse doit être à la mesure des risques que fait peser le réchauffement climatique sur la biodiversité et le coût d'adaptation.

Les solutions existent-elles ?

Jusqu'au XVIIIème siècle, l'humanité n'a utilisé que des énergies renouvelables. La maîtrise des énergies fossiles a permis la mécanisation de l'industrie et une certaine libéralisation de la pénibilité du travail. Aujourd'hui, sans grever nos consommations, le potentiel des énergies renouvelables est largement suffisant pour soutenir la croissance.

Taxe carbone et compétitivité (écologie et gouvernance)



Le carré bleu représente la surface de modules photovoltaïques nécessaire pour alimenter toute la planète en électricité.

Cependant, dans un marché libéralisé, le prix des énergies fossiles demeure largement inférieur à celui des énergies alternatives. La question est d'autant plus brûlante que la terre possède largement les ressources fossiles qui, utilisées, engendreraient un grave réchauffement : le charbon, dont les réserves prouvées sont équivalents à plus de 120 années au rythme actuel d'extraction, restera pour longtemps l'énergie la plus accessible et la moins chère. Une politique volontariste apparaît indispensable pour sortir de l'ornière. Cette politique ne fait aujourd'hui pas le consensus mondial. Au niveau des Etats, un marché libéralisé et sans frontière apparaît comme le frein principal à la mise en place d'une politique des développements des énergies renouvelables. Pourtant, l'Homme n'affirme-t-il pas sa liberté lorsqu'il se montre capable de sortir par une démarche volontaire d'une logique de destruction qui pourrait paraître inéluctable ?

• Jean-Baptiste Rouquerol* •

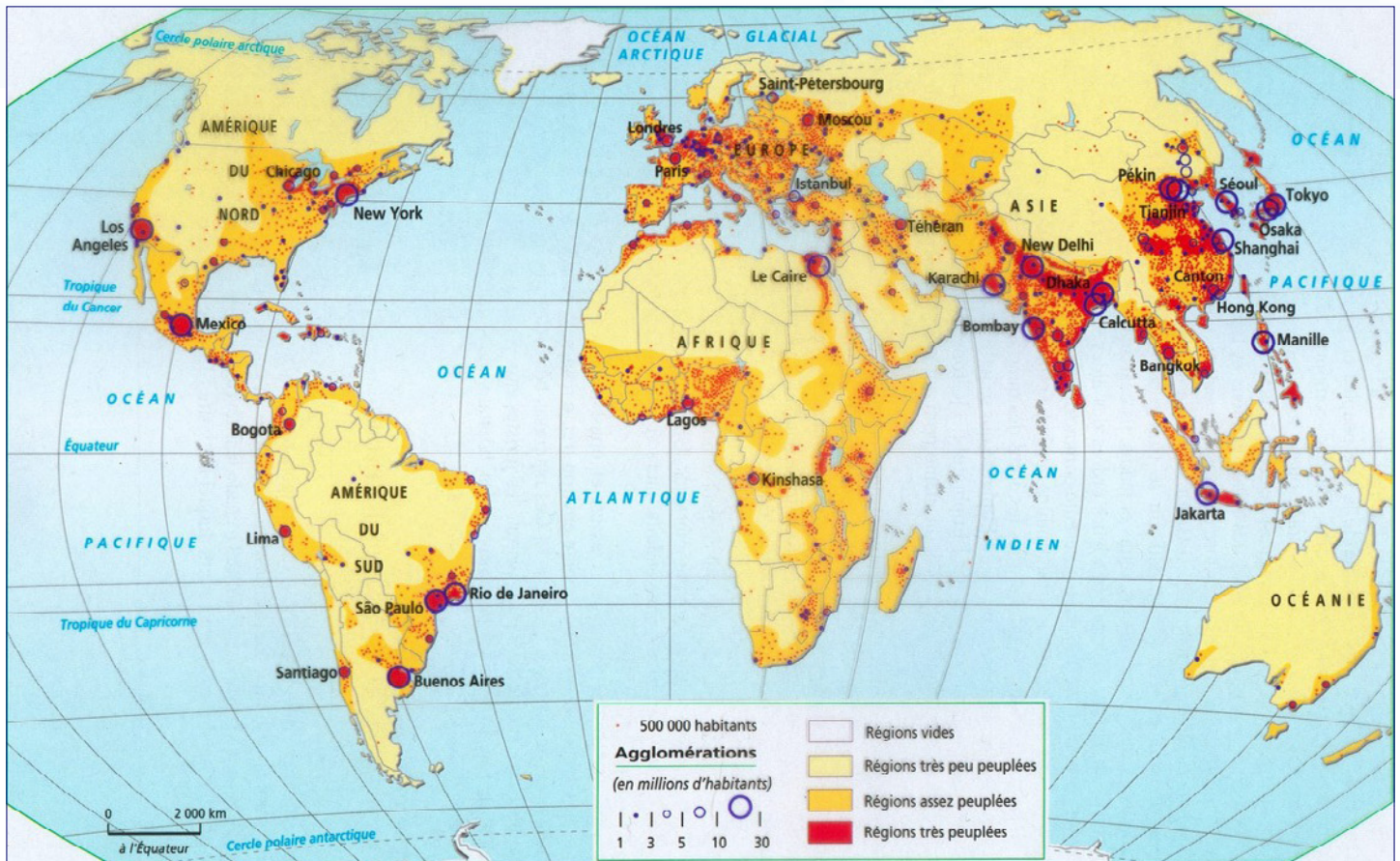
* Jean-Baptiste ROUQUEROL, ancien élève des Mines, est le fondateur de SUBSOL, société de diagnostic énergétique, ingénierie technique et financière de pose de centrales photovoltaïques

Bibliographie succincte

1. Constraints on the magnitude and patterns of ocean cooling at the Last Glacial Maximum ; MARGO Project Members ; Nature Geoscience ; Février 2009.

2. Vladimir Petoukov, Vladimir A. Semenov ; A link between reduced Barents-Kara sea ice and cold winter extremes over northern continents ; Journal of Geophysical Research ; 2010.

Surpopulation



Historique d'un vieux argument

Malthusianisme

Ces derniers temps, la pensée malthusienne est venue à la ressource des hérauts du développement durable. Pour reprendre les termes de l'auteur de *La Bombe P*, Paul Ehrlich : « Il faut surtout se soucier de l'explosion démographique à cause de (...) l'impact qu'elle aura sur les écosystèmes qui sous-tendent la civilisation. » Malthus considérait que pour résoudre les problèmes de la planète, il fallait empêcher les pauvres de se reproduire.

Thèse reprise par les mouvements de « deep ecology »

Le pasteur Thomas Malthus préconisait la chasteté et la contenance pour les familles n'étant vraisemblablement pas en mesure de subvenir aux besoins de leurs enfants. Cette proposition est fort éloignée des méthodes anticonceptionnelles et antinatalistes qui seront désignées ultérieurement comme néo-malthusiennes. Nous observons ainsi une radicalisation de certaines mouvances écologistes, dérivant vers l'« éco-terrorisme ». Les actions de ces groupuscules visent les populations pauvres dans une optique malthusienne violente. Ainsi, le prix Nobel de la paix Al Gore, récompensé en 2007 pour ses travaux et son film « Une vérité qui dérange », a mené une politique très critiquée en Afrique. En tant que vice-président des Etats-Unis, il menaçait de répression économique les pays autorisant les soins génériques contre le sida. « La tâche la plus urgente pour sauver l'environnement est de stabiliser la population mondiale, que les développements technologiques font exploser » (Al Gore, 1992). Cette action s'ajoute à celle des associations pro-avortement soutenues par les bénéfices tirés de la diffusion de son documentaire.

Faire preuve de réalisme

La terre pourra-t-elle nourrir 9 milliard d'habitants en 2050 ?

La capacité de notre planète à nourrir 9 milliards d'hommes est éminemment complexe et ne peut être traitée que par une approche multidisciplinaire, à la fois technique, économique, sociologique, écologique et surtout politique. Il faut d'abord souligner les progrès accomplis : il y avait 30% de personnes sous-alimentées en 1930, soit 1,3 milliard d'individus. Nous sommes passés aujourd'hui à 15% de la population, nous peinons à descendre en dessous.

Les résultats de l'étude « Terres cultivables non cultivées : des disponibilités suffisantes pour la sécurité alimentaire durable de l'humanité », réalisée pour le compte du ministère de l'Agriculture sont éloquentes : « la sous-production et la sous-consommation globales ne sont pas dues au manque de terres cultivables. Les questions cruciales à ce sujet ont trait à la manière dont les humains mobilisent les ressources : il s'agit donc fondamentalement de questions politiques d'organisation économique et sociale. » Cette conclusion corrobore, sous une autre approche, les conclusions du colloque du 11 mai 2010 de l'association française des journalistes agricoles, à savoir l'importance relative à accorder à la seule augmentation de la production agricole pour pourvoir aux besoins alimentaires des 9 milliards d'individus attendus d'ici 2050. Les résultats du document du ministère ont un caractère rassurant. Ils montrent que la réserve de terres cultivables dans le Monde estimée est bien supérieure à l'augmentation de la surface de terres nécessaire (130 millions d'hectares, agro-carburants compris) pour relever le défi de 2050, celui-ci reposant, selon l'organisation, à 90 % sur la hausse des rendements. Déjà, en 2006, la ration alimentaire moyenne consommée par

Terrien est proche des standards recommandés par les nutritionnistes, à savoir 2 600 kcal/j et 60 g. de protéines. Mais alors, quelles sont les causes de la faim dans le monde ?

Ne pas se tromper de problème

Sans développer les causes conjoncturelles (ouragan, sécheresse, invasion d'insectes...), les causes structurelles de la faim dans le monde sont la pauvreté, les inégalités ainsi que les problèmes d'organisation et d'institutions, tout particulièrement dans les pays en guerre. Enfin, ce n'est pas forcément dans les pays les plus peuplés que les gens ont le plus faim. Au contraire, les fortes densités de population sont un facteur de progrès et de sécurité alimentaire, car elles stimulent la recherche et l'adoption d'innovations agricoles. On souffre de la faim dans des « édens verts » géants et peu peuplés... mais troublés politiquement, comme en Afrique centrale.

Le problème n'est donc pas tant quantitatif que lié à la répartition des denrées. Le Brésil et l'Inde sont deux exemples de pays avec des problèmes importants de malnutrition, et ce malgré une production excédentaire. Le problème est donc moral et non technique, c'est pourquoi il appelle à une parole d'Eglise.

Quelles solutions ?

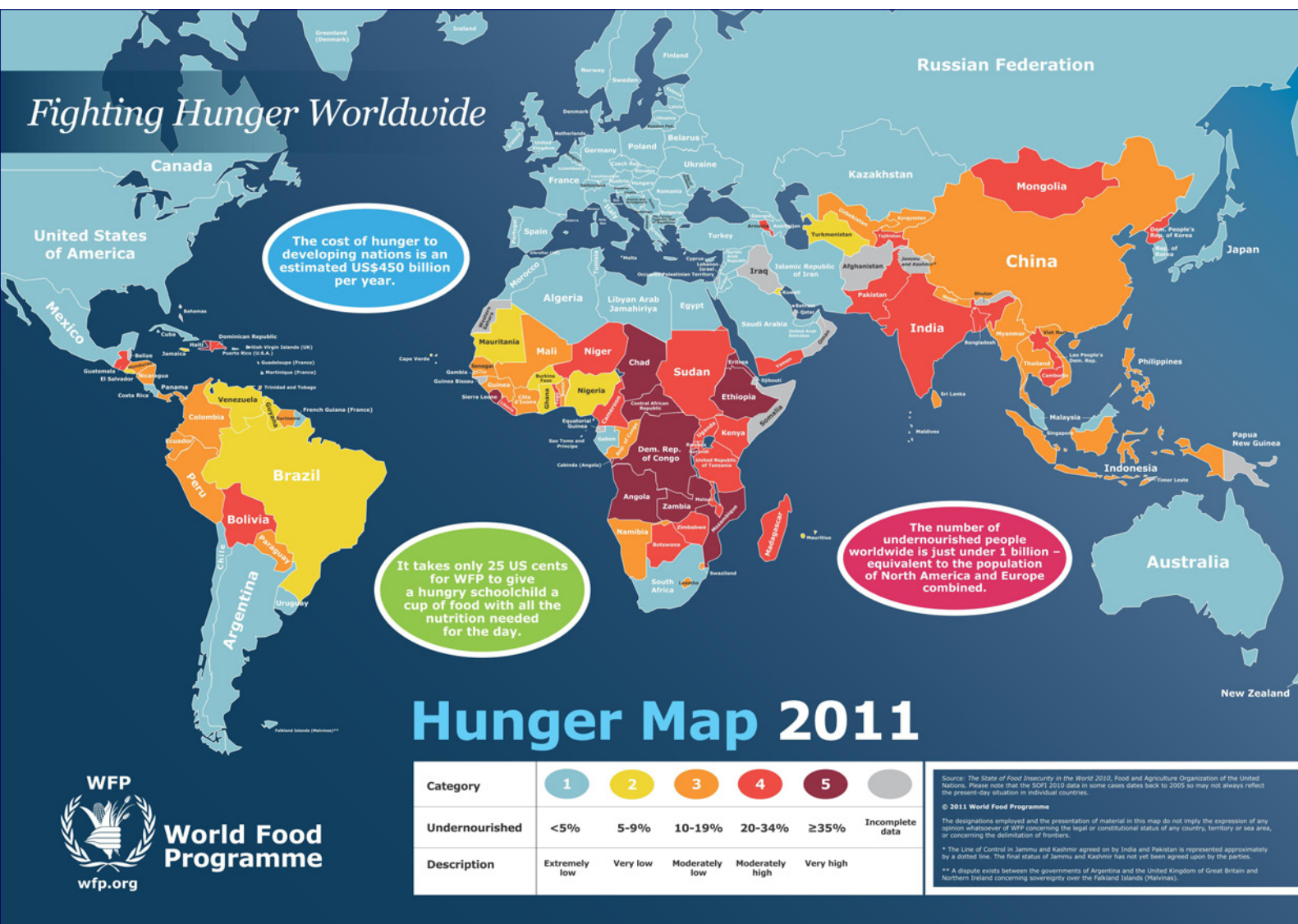
Moralement, la lutte contre la faim passe par la minimisation des inégalités de répartition des moyens d'existence dans la société. Techniquement, elle nécessite une diffusion des tech-

niques de production agricoles économes en énergie et en intrants chimiques. Cette agriculture, intensive en écologie et en connaissances mais économe en capital, doit pouvoir être accessible aux agriculteurs familiaux. La recherche agronomique, qui a privilégié jusqu'ici les voies de l'agriculture chimique et hyper-productive classique pour l'amélioration de la productivité, en mesure aujourd'hui les limites : en termes de prix et de pollution. Une nouvelle révolution technologique agricole, fondée sur l'écologie, implique une connaissance fine des terroirs, de leur spécificité, et donc une participation des producteurs locaux.

• Jean-Baptiste Rouquerol •

Bibliographie succincte

1. Louis Malassis ; *Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, si...* ; Ed. Cirad-Inra.
2. Michel Griffon ; *Nourrir la planète* ; Ed. Odile Jacob.
3. Collectif des chercheurs d'Agropolis ; *Nourrir 9 milliards d'hommes en 2050* ; édité par l'A.D.P.F., Association pour la diffusion de la pensée française, du ministère des Affaires étrangères.
4. Sylvie Brunel ; *Nourrir le monde. Vaincre la faim* ; Larousse, 2009.
5. Jocelyne Hacquemand, Conseil économique et social ; *Faim dans le monde et politiques alimentaires : bilan et perspectives*.



Les énergies renouvelables et l'éolien en particulier

Le 11 janvier dernier, les grands énergéticiens français et européens ont déposé leur dossier dans le cadre de l'appel d'offres pour la construction de cinq sites éoliens off-shore. Cette nouvelle étape dans l'évolution de notre modèle énergétique est l'opportunité de revenir sur les perspectives offertes par les énergies renouvelables dans notre production électrique et plus particulièrement celles de l'éolien. Dans le cadre de sa politique énergétique et climatique, l'Union Européenne a adopté en 2008 le paquet Climat et Energie. Ce plan, mis au point et ratifié par les 27 pays membres de l'Union, vise à réaliser l'objectif « 20-20-20 » qui impose d'ici à 2020 une réduction de 20 % des émissions de CO₂ par rapport à 1990, une part de 20% des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale ainsi qu'une amélioration de 20% de l'efficacité énergétique.



de privilégier certaines énergies renouvelables plutôt que d'autres.

Selon ce plan d'action, la puissance éolienne installée devrait ainsi passer de 5.500 MW en 2010 à 25.000 MW en 2020. Cette puissance fera principalement l'objet d'installations terrestres (19.000 MW) tandis que l'éolien off-shore ne représenterait qu'un quart (6.000 MW) de la puissance éolienne installée en France. Il faut savoir que 19 000 MW correspondent à environ 7 000 mâts, chiffre à comparer avec les quelques 200.000 pylônes à haute tension dont l'installation, non soumise à I.C.P.E., est possible à partir de 100 mètres de distance des habitations contre l'autorisation I.C.P.E. obligatoire et une distance de 500 mètres pour des éoliennes !

Pourtant, même si ces chiffres peuvent paraître importants, ils ne doivent pas cacher la réalité. En effet, toutes les mesures récemment décidées par le gouvernement ou votées par le Parlement vont dans le sens d'une plus grande complication administrative et ne font qu'allonger la durée nécessaire au développement des projets, passée de 5 à 7 ans. Parmi ces contraintes administratives figurent notamment l'obligation pour les collectivités locales de créer des Zones de Développement Eolien spécifiques pour l'accès au tarif d'achat (Z.D.E.), le classement des éoliennes comme installations dangereuses pour l'environnement (I.C.P.E.) ou encore de l'obligation de construire au moins 5 éoliennes pour bénéficier du tarif d'achat.

Dans ces conditions, le nombre de nouveaux sites éoliens ne sera pas suffisant pour atteindre les objectifs fixés initialement. Il semble ainsi raisonnable de penser que la production d'électricité éolienne devrait être inférieure de 20 à 30 TWh à ce qui a été annoncé, ce qui imputerait d'autant l'objectif des 27 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique français en 2020.

Il ressort de ce constat que la France, à travers son plan national d'action, cherche à exploiter de façon minimale l'énergie éolienne, ce qui conduit à douter de la possibilité effective de réaliser les objectifs à 2020 avec les seules mesures décrites.

Ce délaisement de l'éolien constitue une erreur



Tout d'abord, sur le plan technique, la création de nouveaux sites de production d'hydro-électricité semble très limitée. La France ayant déjà équipé la quasi-totalité des sites potentiels, l'hydro-électricité ne peut permettre d'accroître la part du renouvelable dans le mix électrique.

Cette absence de nouveaux sites hydrauliques pourrait pourtant être palliée par une politique ambitieuse pour l'éolien. En effet, le territoire français bénéficie d'une situation idéale pour profiter de cette énergie renouvelable, les experts parlent même de « carte éolienne parfaite ».

Les nombreux couloirs de vent, riches en énergie exploitable, permettent de répartir de façon équilibrée des sites éoliens extrêmement productifs sur l'ensemble du territoire.

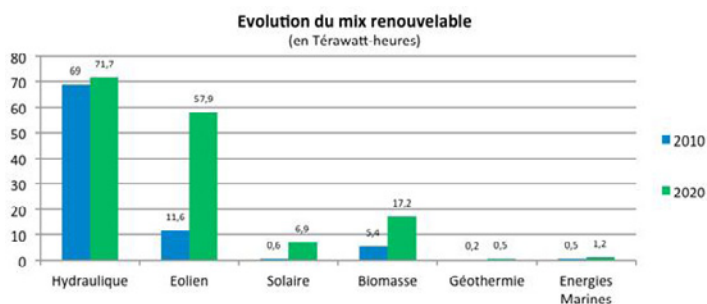


Ce paquet Climat et Energie répartit ces objectifs entre les 27 Etats membres en leur attribuant des objectifs individuels. Ainsi, dans le domaine des énergies renouvelables, la directive 2009/28/CE fixe à la France un objectif de 27 % d'énergies renouvelables dans sa production totale d'électricité.

Par conséquent, en application de ce dispositif, la part des énergies renouvelables, qui était de 13,5 % de l'électricité produite en 2005, est amenée à être doublée pour atteindre 27 % d'ici 2020. En valeur absolue, l'électricité issue des énergies renouvelables passera ainsi de 71 térawatt-heure (TWh) en 2005 à 147 TWh en 2020.

Au cœur de ce changement, se trouve donc la problématique du mix énergétique, c'est-à-dire la part de chaque source d'énergie dans le bouquet énergétique d'un pays.

Afin d'atteindre les objectifs fixés par l'Union Européenne, la France a donc répondu à cette problématique en choisissant



En outre, l'analyse économique plaide en faveur d'une augmentation significative de la part de l'éolien. En effet, l'électricité éolienne figure parmi les plus bon marché d'entre les énergies renouvelables. Les experts estiment que l'éolien a atteint la parité réseau, c'est-à-dire que le coût de production du kWh éolien est égal au coût d'achat de l'électricité au détail.

Cette parité réseau est d'autant plus atteinte qu'elle est calculée sur la base d'un raisonnement erroné en faveur du nucléaire. En effet, ce calcul de l'électricité nucléaire omet certains éléments dont le coût réel du démantèlement et la gestion des déchets ayant un impact financier lourd.

D'une part, le coût de l'éolien est chiffré en intégrant la provision de démantèlement imposée par la loi, alors que la Cour des Comptes vient de publier un rapport indiquant que la provision de démantèlement des centrales nucléaires est largement sous-estimée. D'autre part, le coût de l'électricité éolienne prend en compte l'assurance souscrite dans le cadre des installations tandis qu'aucune centrale nucléaire française n'est assurée. Enfin,

le coût inhérent au traitement des déchets nucléaires n'est pas non plus intégré dans ce calcul.

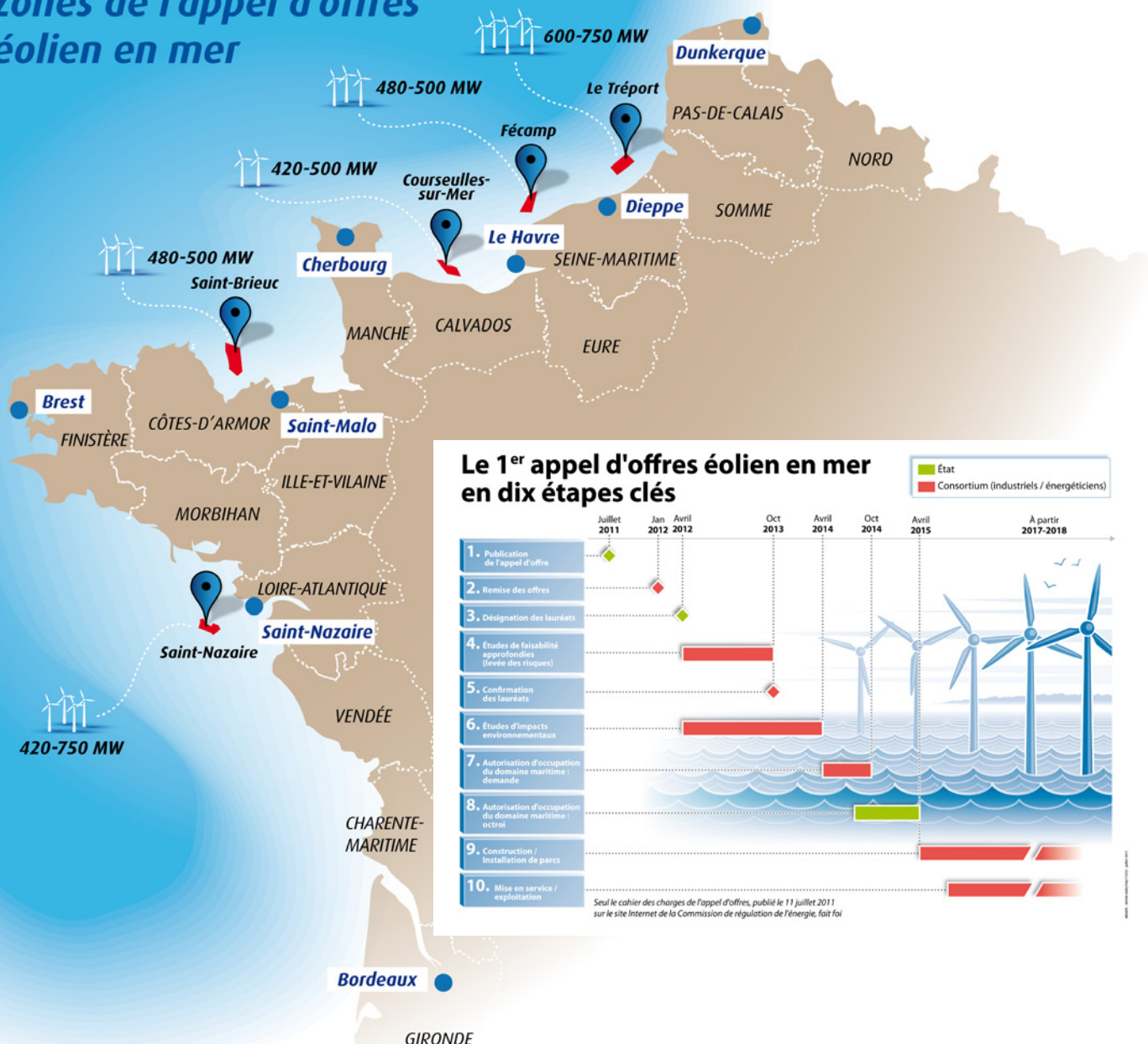
Dès lors, la prise en compte de ces trois facteurs augmente mécaniquement le coût de l'électricité nucléaire et fait ainsi passer le prix nucléaire à un niveau supérieur à l'éolien.

En définitive, tous ces éléments constituent autant de raisons de penser que les pouvoirs publics n'accordent pas la place adéquate à l'éolien. Sans doute pour masquer le retard pris par E.D.F. dans les énergies renouvelables, le plan français délaisse cette source d'énergie propre dont le développement ambitieux aurait pourtant permis la création de dizaines de milliers d'emplois.

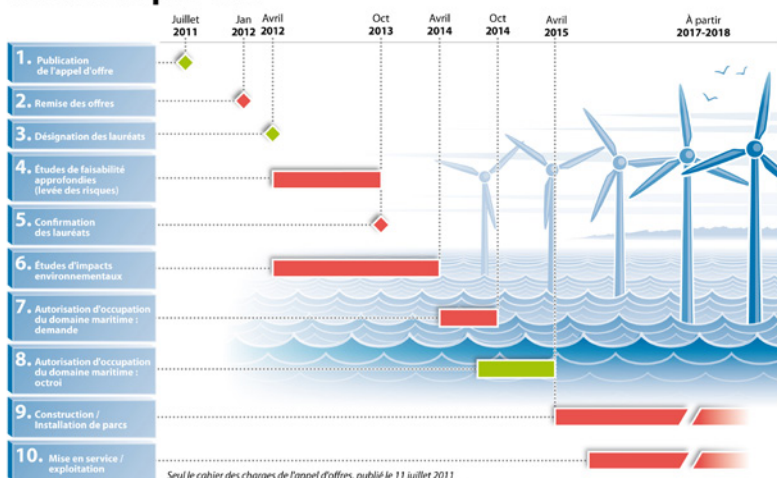
• **Hadrien Clément*** •

* Hadrien Clément est le président d'EnR du FOREZ, société de développement dans l'éolien et président de l'APESI (Association des Producteurs d'Energie Solaire Indépendants)

Zones de l'appel d'offres éolien en mer



Le 1^{er} appel d'offres éolien en mer en dix étapes clés



Seul le cahier des charges de l'appel d'offres, publié le 11 juillet 2011 sur le site Internet de la Commission de régulation de l'énergie, fait foi

Zone d'installation des éoliennes du 1^{er} appel d'offres

Écologie, souverainisme et régionalisme

Depuis longtemps, des tragiques de la Grèce antique jusqu'au philosophe Miguel de Unamuno, on sait que les décisions des hommes sont rarement des choix simples entre le Bien et le Mal, mais qu'elles sont plutôt des choix entre deux « valeurs », entre deux avantages.

Ainsi, bien souvent, le souverainisme est-il présenté comme le Bien contre le Mal que serait le « régionalisme » et réciproquement, le régionalisme est présenté par d'autres, comme le Bien contre le Mal que serait le souverainisme.



C'est donc pour aller plus loin à partir de cette conscience de la valeur du tragique de la condition humaine, pour aller plus loin à partir de la conscience que la réalité est constituée de conflits de valeurs entre deux Biens, que des hommes et des femmes qui se sentent simultanément « souverainistes » et « régionalistes » ont réfléchi et voudraient expliquer en quoi et pourquoi ils se sont considérés comme étant les deux à la fois, justement à partir de leur conscience d'écologiste.

Les fondements de la cité

CEI - SER



Ce texte a donc une origine : le fait qu'existe un groupe d'hommes et de femmes qui se considèrent comme indissociablement et simultanément
- écologistes
- Souverainistes
- et régionalistes
Pour eux, en effet, cela représente trois combats simultanés, car ces trois combats partent du même res-

pect pour les mêmes valeurs :

- la valeur d'un individu unique, libre et aimant, comme Dieu a voulu que soit chacun de nous dans la tradition judéo-chrétienne, et ce qui en découle,
- la valeur du caractère conflictuel, c'est-à-dire « tragique » de la condition humaine, de la condition de chaque homme écartelé normalement entre le désir d'être aimé et la possibilité inhérente à la liberté de ne pas aimer,
- la valeur des diversités, de toutes les diversités et en particulier des diversités « nationales et régionales ».

Nous sommes donc des écologistes, des écologistes pour qui, dans cette tradition judéo-chrétienne, la valeur de l'homme individuel est indissociable de la valeur de la nature et de la société dont il fait intégralement partie.

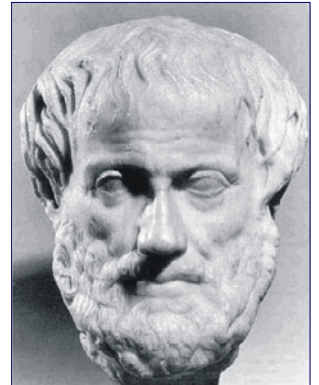
L'homme vit normalement dans un univers « naturel » qui n'est pas un simple produit à exploiter. Cette nature a sa beauté, sa grandeur, ses fragilités, ses limites, parfois bien connues, parfois à découvrir et à traiter avec prudence. Mais construire la beauté de cet environnement humain fait partie aussi des tâches que Dieu dans cette tradition a laissé à l'homme pour qu'il soit à son image. C'est l'immense tâche qui incombe à l'art, aux artistes et à tout homme : créer de la beauté, modifier la matière pour la plus grande gloire de Dieu, en exaltant chaque identité particulière, c'est-à-dire l'identité de chaque artiste, de chaque culture, de chaque homme.

Dans cette tradition chrétienne, toute atteinte à n'importe quel

homme individuel est une atteinte à la Nature ; toute atteinte à la Nature est en même temps une atteinte à n'importe lequel d'entre nous. Le grand penseur grec Aristote (ci-dessous) et plus tard saint Thomas ont eu la même vision de l'homme, tous les deux le pensaient comme faisant partie de la Nature, ce qui ne l'empêchait pas, loin de là, d'être en même temps partie prenante de la société. Ainsi Aristote, dont le théologien saint Thomas d'Aquin fut un admirateur, définissait-il l'homme comme un « animal politique, comme un animal social ». Aujourd'hui, habitants

de la terre, nous le sommes aussi de notre cité. Fabriqués par nos cultures nationales, nous recherchons de plus en plus des repères régionaux, à travers les paysages, les connivences quotidiennes, les langues populaires.

Dans cette tradition, nous pensons aussi que chaque homme est un être unique et incomparable et que cette valeur d'un homme unique et incomparable est une valeur universelle. C'est d'ailleurs elle, qui fonde aussi, les « Droits de l'Homme ».



C'est aussi à partir de là qu'est né au Québec le terme de « souverainisme », de la révolte du peuple francophone québécois contre l'État fédéral canadien, et qu'il est employé pour éviter le terme de « nationalisme » qui parfois peut faire appel à une recherche de puissance que nous ne partageons pas.

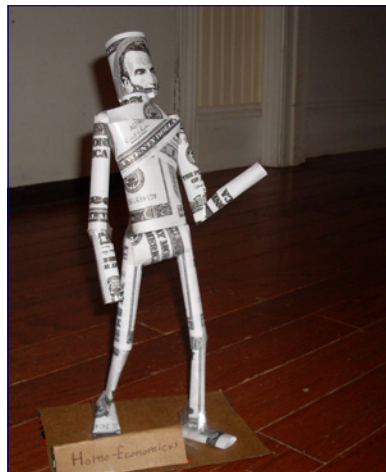
Autonomie ou puissance

Il est évident que dans cette conception qui privilégie l'homme unique et la diversité, la démocratie devient le moyen politique le plus adapté. Mais pour cela, la démocratie doit respecter plusieurs principes.

Le premier est la primauté du politique sur l'économique. *L'homo economicus* n'existe que dans des visions naïves ou intéressées. L'homme en société pense, rêve, agit de mille manières qui ne peuvent se réduire à la production et à la consommation.

Le second principe est la primauté de l'autonomie sur la puissance. Ce choix de l'autonomie est une lecture *stricto sensu* du principe de subsidiarité : « une compétence peut être transférée à l'échelon supérieur seulement si elle ne peut pas être exercée à l'échelon inférieur ». Ce que la Commune peut accomplir ne peut être transféré à la Région, ce que la Région peut accomplir ne peut être transféré à l'État, ce que l'État peut accomplir ne peut être transféré à l'Union Européenne.

Le troisième principe est qu'un pays est d'autant plus démocra-



tique que le niveau de décision moyen est bas ; c'est encore une des formes d'application du principe de subsidiarité. Un tel principe va à l'encontre de la réforme récente des collectivités locales qui, globalement, a fait monter le niveau de décision.

Le quatrième principe est celui du bien-fondé de l'autorité qui détient le « monopole de la violence légitime ». Il nous paraît évident que dans l'esprit public européen et français d'aujourd'hui, c'est fondamentalement l'État Nation qui dispose de cette légitimité. Reconnaissons cet état de fait, respectons-le.



Alors, où nous situons-nous ?

Nous constatons que les mondialistes, les partisans de l'Europe institutionnelle et libre échangiste de Maastricht et les nationalistes jacobins ensemble, privilégient la montée du niveau de décisions ; ils préfèrent l'efficacité et l'unité au respect des particularités, et de la diversité ; ils préfèrent les gains de puissance aux gains d'autonomie.

Nous sommes pour une forme d'Europe politique, celle des pères fondateurs qui poursuivaient deux buts, la paix entre États européens après deux désastres en 30 ans, et la place de l'Union Européenne dans le reste de l'Europe et dans le reste du monde. Le premier objectif, celui de paix, est heureusement atteint mais demande une gestion légère et subtile des relations intra-européennes, qui n'a rien à voir avec l'encadrement pointilleux de la vie quotidienne que nous subissons aujourd'hui. Pourrions-nous cesser au nom de l'écologie de démoraliser les opinions publiques nationales ? Par exemple, est-il indispen-

sable d'exaspérer les chasseurs de France jusqu'à les pousser à des attitudes poujadistes ?

Consacrons-nous à la tâche fondamentale qui est de renforcer la position de l'Europe dans le monde. Aujourd'hui, en économie, la plupart des mesures structurelles européennes sont des adaptations à la grande fête libre-échangiste mondialiste, qui renforce les forts et affaiblit les faibles. Aujourd'hui, en politique, de la Tchétchénie au Kosovo, en passant par l'Afrique, les États de l'Europe de Maastricht ont abandonné volontairement leur souveraineté.

Souverainisme et diversité

Nous sommes souverainistes. Le fondement de la souveraineté se trouve dans la volonté qu'ont les individus et les collectivités de se regrouper pour préserver leur liberté et leurs particularités, et pour les protéger des menaces uniformisatrices ou oppressives venant de l'étranger. Notre souverainisme est donc un mouvement qui défend ce qui vient d'en bas (qui vient du sentiment public), qui se fait au nom de la valeur et de la défense de la diversité, qui se fait à partir d'objectifs universalisables — qui vont, bien entendu, jusqu'au droit à la sécession et à l'indépendance, chaque groupe choisissant son avenir.

Nous sommes régionalistes ; nous souhaitons en France un puissant mouvement régionaliste et décentralisateur, qui n'est en rien contradictoire avec un État reconnu et efficace. Nous regardons nos voisins. Depuis cinq cents ans, avec des difficultés bien plus considérables que celle que la France a connues, la Suisse s'est construite sur le respect de la diversité et de l'autonomie des États qui la composent ; elle existe encore et s'en porte bien !

Malgré les pressions centralisatrices et uniformisatrices de la Prusse bismarckienne, l'Allemagne a mis en place une organisation beaucoup moins centralisée que celle de la France. Il en est de même de l'Italie et de l'Espagne. Chacun de ces pays a compris que l'existence de la souveraineté nationale était le meilleur moyen de défendre sa diversité. Et, réciproquement, les collectivités « régionales » ont compris aussi que cette souveraineté nationale était un moindre mal, qu'elle était le meilleur moyen de développer leur identité contre des menaces étrangères, contre des forces uniformisatrices, comme l'a symbolisé en France la Fête de la Fédération, à l'époque révolutionnaire.

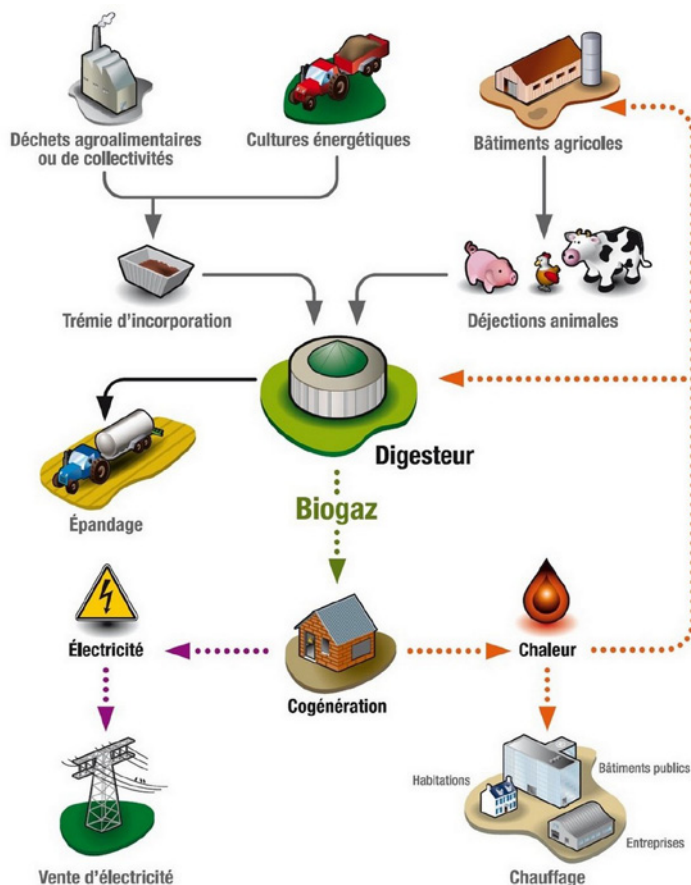
• François Degans* •

* François Degans est membre fondateur des Verts et président de la Confédération des Écologistes Indépendants



La biomasse, source énergétique du futur ?

Méconnue, oubliée des statistiques énergétique, la biomasse assure pourtant près de 10% des besoins en énergie de la planète et plus d'un milliard et demi d'individus, soit un quart des habitants de la planète qui l'utilise prioritairement.



s'emploie la méthanisation. Il s'agit purement et simplement de produire du gaz, du « biogaz », en favorisant la fermentation de déchets organiques, alimentaires, agricoles. Aujourd'hui, notamment en Allemagne, des quartiers entiers disposent de leur propre petite usine de méthanisation qui recycle en énergie les déchets organiques des habitants tout en assurant leur alimentation électrique. Il ne s'agit pas d'expériences isolées menées par quelques communautés résidentielles de bobos-éclos, mais de la mise en place d'un cycle complet de valorisation des déchets. Notons d'ailleurs qu'en France, le groupe Vinci est en train de développer cette technique à l'usage de quelques grosses unités de l'industrie agro-alimentaire comme les Jambons d'Aoste qui seront bientôt dotés de leur propre unité de méthanisation qui assurera l'élimination des déchets alimentaires produits par l'usine tout en assurant l'indépendance énergétique de celle-ci grâce à la valorisation de ces déchets.

Dans le même ordre d'idée, et concernant les carburants, la biomasse permet deux procédés, parfaitement au point techniquement, qui sont la fermentation alcoolique d'une part, à partir de betteraves ou de cannes à sucre, et l'estérification d'autre part, à partir de plantes oléagineuses comme le colza par exemple.

Ces biocarburants sont évidemment souvent pointés du doigt car on les accuse d'entrer en concurrence avec la production alimentaire, d'occuper des surfaces agricoles démesurées et de coûter très cher en eau et en engrais. Mais, comme dans la majeure partie des sujets traitant de l'environnement, c'est souvent les choix humains qui sont en cause plus que les techniques elles-mêmes.

Le développement de la biomasse en tant que solution énergétique doit évidemment s'accompagner de mesures réglementaires et volontaires de reforestation. Tout comme, et c'est le cas en Asie, une place conséquente doit être laissée aux terrains agricoles réservés à l'alimentation. De même, il est stupide de s'acharner à des expériences de production de biocarburants dans des régions « sèches » comme au Texas, alors que les résultats sont excellents dans des zones tropicales comme au Brésil. Une utilisation raisonnée et raisonnable de la biomasse peut conduire à d'excellents indicateurs environnementaux (effet de serre à masse constante, économie en émission de CO₂, renouvellement durable des ressources). Encore convient-il sur ce sujet d'adopter une politique mondiale et rationnelle. Les énergies fossiles disparaissent, le nucléaire et l'élimination de ses déchets, engendrent de vraies inquiétudes pour l'avenir. La biomasse représente une source d'énergie parfaitement maîtrisable et maîtrisée par l'Homme. Et comme en économie, c'est peut-être enfin l'Homme qu'il convient de replacer au centre du débat énergétique, loin des lobbies et des intérêts particuliers.

• Sylvain Roussillon •

La biomasse, c'est tout simplement le bois de chauffe, les déchets agricoles et alimentaires, les déjections animales. Cette source d'énergie peut sembler bien primaire et dépassée au regard des actuels enjeux énergétiques. Pourtant le recours à la biomasse pourrait bien être la solution énergétique de demain. Car, loin d'être réservée aux pays en développement, la biomasse à ouvert de nouvelles perspectives énergétiques aux pays riches et industrialisés. On notera par exemple qu'en France, pays du nucléaire souverain, 3,4% de l'énergie provient de la biomasse (surtout grâce au bois de chauffe), ce qui place notre pays en tête des nations européennes.

Mais, au-delà du simple usage du bois de chauffe, la biomasse est un mode de production énergétique qui, diversifié, offre des solutions d'avenir parfaitement renouvelables. Quatre voies s'ouvrent aujourd'hui au développement de la biomasse. Deux concernent la production électrique et deux les carburants liquides.

Concernant la production électrique, certaines centrales à charbon sont désormais équipées pour brûler de la biomasse (système de combustion). Mais c'est la méthanisation qui semble la plus prometteuse en la matière. Inutile de rêver en effet, toute activité humaine produit forcément des déchets. On peut les réduire, certes, en détruire une partie, mais le plus intelligent consiste à les valoriser. C'est ce à quoi, après la combustion,



L'Alliance royale et l'écologie



La Toile : Comment définissez-vous l'écologie politique ?

Patrick de Villenoisy : Je dois à la vérité dire que je considère l'expression écologie politique comme un oxymoron. L'écologie est pour moi une attitude personnelle de chaque être humain qui ne ressortit pas de considérations politiques au sens où il n'y a pas pour moi un choix à faire ou à ne pas faire. Nous sommes tous dépositaires de la planète sur laquelle nous vivons et avons le devoir de la transmettre aux générations qui vont nous suivre dans le meilleur état possible. La première attitude écologique qui devrait être l'affaire de tous consiste donc à respecter notre environnement et en premier lieu par les gestes les plus simples et gratuits consistant à ne pas jeter par terre nos papiers gras, mégots de cigarettes, et autres objets de la vie courante. D'avoir cette attitude quand nous sommes en forêt, sur une plage, en mer ou en haut d'une montagne. Certes, ensuite et pour ce qui concerne l'industrie, il appartient à l'Etat de définir des normes écologiques relativement aux rejets de toutes sortes qui émanent de nos usines. Là encore, ce n'est pas pour moi de la politique mais le rôle normal de tout Etat quelle que soit sa couleur politique. L'Etat a un rôle à jouer à l'international pour susciter des accords internationaux qui définissent les normes à respecter. C'est un travail de longue haleine qui ressortit de la diplomatie et doit progressivement ramener les Etats les plus éloignés des normes à s'en rapprocher et à œuvrer dans ce sens.

LT : En quoi votre programme vous semble-t-il répondre aux préoccupations environnementales des Français ?

PdV : Par rapport à ma première approche, il appartient à l'Etat de favoriser l'éducation des enfants en les sensibilisant le plus vite possible aux impératifs de respect de la planète. Nous disposons de moyens d'information et de publicité de plus en plus sophistiqués et qui permettent de faire des progrès dans ces domaines. C'est donc une attitude générale qu'il convient d'avoir sur ce sujet. L'état ne doit intervenir que subsidiairement et ce sont plutôt les instances locales qui doivent prendre en main

les incitations au respect de l'environnement. Les agriculteurs sont pour moi les premiers concernés par l'écologie. Il faut les informer toujours plus et mieux. Evidemment, l'Etat doit exercer des contrôles et passer par des avertissements et des explications pour que les gens respectent les normes. Les récidivistes devront encourir des sanctions mais il vaut mieux éduquer et expliquer.

LT : Quelle est votre position concernant le nucléaire ?

PdV : Après la visite de la centrale de Chinon, j'ai pris une position très claire sur ce sujet. Nous dépendons à 80 % du nucléaire et cette question est donc centrale. Il en va de notre indépendance énergétique et le problème est donc stratégique. Voici le texte de ma déclaration sur ce sujet :

« La France dépend à environ 80 % du nucléaire pour ses approvisionnements en électricité. C'est une filière d'excellence dans laquelle notre pays est parvenu au plus haut degré de savoir-faire et compétence mondial. Les énergies de substitution que sont l'éolien ou le photovoltaïque ne sont pas prêtes et dans une conjoncture économique difficile, il serait hasardeux de se lancer dans des voies onéreuses. Ces énergies représenteraient une augmentation considérable du coût de production en électricité. Si notamment nous considérons le coût de construction de l'éolien par rapport au nucléaire qui est déjà tout construit, nous arrivons à des rapports inimaginables de l'ordre de quatre fois le nucléaire pour l'éolien terrestre et de huit fois le nucléaire pour l'éolien offshore. Certes, ces coûts sont ceux calculés par rapport au fait que le nucléaire est déjà construit alors que l'éolien est à construire. Evidemment, l'éolien une fois construit, il faudrait diviser le rapport par deux ou même trois en sorte que l'éolien offshore, par exemple, ne représenterait plus que trois fois le coût du nucléaire.

Il faut aussi considérer les aspects écologiques, esthétiques (il faut préciser que les associations de défense du patrimoine ont toutes manifesté leur inquiétude) sans parler du fait qu'au moment où nos besoins en énergie sont les plus forts, c'est-à-dire en plein hiver quand il fait froid, l'éolien ne fonctionne pas car nous sommes en période anticyclonale et il n'y a pas de vent. Il y a aussi quelque chose de paradoxal à voir les écologistes défendre une énergie qui nécessite l'adjonction de centrales thermiques pour fonctionner avec tout ce que ces centrales représentent de pollution.

La différence est encore plus grande avec le photovoltaïque qui représenterait un coût comparatif considérable qui disqualifie, en l'état de nos connaissances, cette énergie.

Patrick de Villenoisy tient aussi à rappeler que le désengagement par rapport au nucléaire représenterait un risque important. En effet, la filière nucléaire qui attire vers elle nos meilleurs ingénieurs ne les attirerait plus dans l'hypothèse où nous programmerions son démantèlement à terme. Nos ingénieurs se détourneraient donc d'une carrière condamnée. Il en résulterait un risque lié à la baisse de compétence qui rendrait cette filière dangereuse et lui ferait perdre son niveau d'excellence.

Dans la conjoncture économique actuelle de notre pays cela relève de la plus grande impéritie que de préconiser ces mutations qui compromettraient nos approvisionnements stratégiques en énergie.

La sagesse consiste donc à proposer de maintenir le nucléaire qui procure aux français l'énergie la moins chère du monde. Les autres énergies ne peuvent être considérées pour le moment que comme des voies de recherche dans lesquelles il est toujours utile d'investir. »

France Bonapartiste et l'écologie



David Saforcada, candidat du mouvement France bonapartiste à l'élection présidentielle de 2012 nous explique les positions de son mouvement face au défi écologique de notre siècle.

La Toile : Comment définissez-vous l'écologie politique ?

David Saforcada : Peut-on réellement parler d'écologie politique ? Je ne le pense pas même si l'on a pu voir naître, en France et ailleurs, des partis politiques faisant de l'écologie leur soi-disant cheval de bataille alors que l'on sait très bien que leur idéologie se situe ailleurs, c'est-à-dire à gauche pour ne pas dire pour certain à l'extrême-gauche. Pour moi l'écologie, tout comme le socialisme d'ailleurs, est une philosophie de vie qui touche tous les Français mais qui a été pervertie le jour où elle est de-

venue une idéologie politique. En son for intérieur, tout le monde est écologique car comment ne pas vouloir préserver notre planète, comment ne pas vouloir stopper la disparition de pans entier de notre faune et de notre flore ? Donc pour moi l'on peut être « écologiste » sans pour autant être « vert ». Tout comme le PS n'a pas le monopole du social ou bien le FN le monopole du patriotisme, Europe Ecologie n'a pas le monopole de la nature.

LT : En quoi votre programme vous semble-t-il répondre aux préoccupations environnementales des Français ?

DS : Notre programme s'adresse tout d'abord à l'ensemble des Français et n'est pas seulement tourné vers une classe de « bobos verts » qui pour beaucoup ne connaisse de la nature et des dangers que court notre planète que les squares de leur ville ou bien les reportages de Nicolas Hulot. Notre programme vise à défendre une agriculture revenant à ses fondamentaux, un partage équilibré de la nature entre « économie » et sauvegarde de la faune et de la flore, une réflexion sur les énergies renouvelables et notre indépendance énergétique, une meilleure gestion de notre consommation. Les Français ne demandent pas à revenir à l'ère de la marine à voile et du chauffage au charbon tout comme ils ne souhaitent pas voir détruire petit à petit leur environnement, c'est pourquoi nous réfléchissons à des solutions réalistes qui ne soient pas des freins à la vie quotidienne mais des plus pour que celle-ci se fasse dans le respect.

LT : Quelle est votre position concernant le nucléaire ?

DS : L'on ne va tout de même pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Le nucléaire a permis à notre nation d'avoir son indépendance énergétique mais aussi d'avoir l'un des tarifs les plus bas concernant l'électricité, il ne faut pas l'oublier. Certes l'on connaît tous les dangers que représente le nucléaire, la tragédie qui a touché le Japon ou bien Tchernobyl sont là pour ne le rappeler, mais est-on en mesure du jour au lendemain de stopper nos centrales nucléaires ?

http://wiki.sylm.info/index.php/David_Saforcada
http://wiki.sylm.info/index.php/France_Bonapartiste

Toute La Toile dans votre iPhone !

SYLM a développé pour vous une version portable du site de La Toile afin de vous permettre d'accéder rapidement au contenu de votre choix. Plus de texte minuscule ni de menu interminable :

1. j'ouvre Safari... 2. je tape latoile.monarchiste.com... 3. je lis !

Et pour relire La Toile n'importe où, il vous suffit de sauvegarder chaque numéro dans votre bibliothèque iBooks !

La Toile pense à vous... pensez à La Toile !



Afrique

Angola, le 17 janvier 2012 : Décès du Roi Ekwikwi IV de Bailundo à 94 ans.



Bénin, le 9 décembre 2011 : Conflit dynastique au Royaume d'Abomey. Le Roi Houédogni Béhanzin II (photo), intronisé le 30 novembre 1995, a été destitué le 7 décembre par les gardiens de la tradition au motif qu'une infirmité décelée ne l'autorise plus à régner. Aux termes d'affrontements entre ses partisans et ceux de ses adversaires, ses neveux les Princes Emmanuel et Edouard Béhanzin (ce dernier revenu d'un exil de 17 ans), il a été réinstallé par ses partisans au palais de Djimé sous la protection de la police.



Bénin, le 30 décembre 2011 : Le Préfet de la République pour la région du Zou a ordonné la fermeture du Palais royal du Requien et interdit aux deux Rois d'y pénétrer, alors qu'un autre groupe vient d'introniser un 3^{ème} candidat au trône, le Prince Houéwou Wèkèhon. Le gouvernement béninois a ordonné aux partisans des différents camps de cesser leurs affrontements à Djimé.



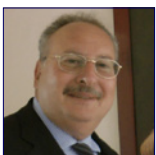
Burundi, le 13 octobre 2011 : Les Nations Unies ont rendu publiquement hommage à l'action du Prince Louis Rwagasore (photo), assassiné en 1961. La Conférence Monarchiste Internationale et le Parti parlementaire royaliste, membre de la coalition gouvernementale au pouvoir, se sont associés à cet hommage au père de l'indépendance du Burundi.
http://wiki.sylm.info/index.php/Prince_Louis_Rwagasore



Burundi, le 15 novembre 2011 : C'est le Professeur Jean-Jacques Cassimanet (photo) et son équipe qui ont été mandatés par le gouvernement pour identifier les restes du Roi Charles Ntaré V assassiné en 1972. Il avait notamment aidé à l'identification des restes de Louis XVII.
http://wiki.sylm.info/index.php/Ntare_V



Cameroun, le 30 septembre 2011 : Le Sultan des Bamouns, Mbombo Njoya, couronné en 1992, a appelé publiquement les camerounais à voter pour la réélection du Président Paul Biya (photo), en poste depuis 1982. Le Prince Adamou Ndam Njoya, cousin du Sultan, n'a recueillie que 2% des voix.



Egypte, du 26 au 28 janvier 2012 : Violentes manifestations anti gouvernementales au Caire. Pour la première fois, des manifestants ont agité des drapeaux de l'ancien royaume d'Egypte renversé en 1952. Le Roi Fouad II (photo) dispose désormais de sa page officielle sur Facebook qui rassemble près de 3000

personnes.

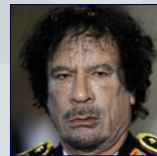
<http://www.facebook.com/FouadofEgypt>



Ethiopie, le 10 novembre 2011 : Couronnement du nouveau Sultan des Afars, le Roi Hanfare Ali Mirah (photo). Âgé de 60 ans, il succède à son père le Sultan Ali Mirah, en place depuis 1944, fondateur du Front de Libération Afar (A.L.F.) en 1975 et dont les pouvoirs avaient été restaurés en 1992 à la chute du communisme. Les conflits politiques entre le père et le fils avaient causé une grande instabilité dans la Province des Afars.



Libye, le 21 septembre 2011 : Le Prince héritier de la couronne Libyenne Mohammed Sayed (photo) a publiquement offert son aide au Conseil National de Transition et demandé qu'un référendum soit mis en place afin de savoir si les libyens souhaitaient le retour de la monarchie ou une République.



Libye, le 20 octobre 2011 : Le Prince héritier de la couronne libyenne Mohammed Sayed a publiquement déclaré que la chute du Guide de la Révolution Libyenne, Muammar Kadhafi (photo), était « une victoire pour la paix, la liberté et le changement » pour son pays.
http://wiki.sylm.info/index.php/Mohammed_Sayed

Libye, le 22 novembre 2011 : Entrée du nouveau gouvernement de l'après Kadhafi. Pourtant rebelles actifs du soulèvement, les royalistes ont été écartés de tous les postes gouvernementaux.

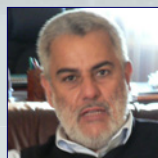


Libye, le 28 décembre 2011 : Retour du prétendant au trône le Prince Idriss II Senoussis (photo) à Tripoli avec sa famille. Prétendant au trône de Libye avec son cousin le Prince Mohammed Sayed, il a affirmé ne pas vouloir tenter de restaurer la monarchie mais n'exclut pas de former un mouvement politique.
http://wiki.sylm.info/index.php/Idriss_II_Senoussis



Madagascar, le 3 décembre 2011 : Vol de la couronne royale de la Reine Ravalomanana I^{ère}. Vingt-quatre jours plus tard, l'Association des Représentants de la Haute Noblesse a publiquement manifesté son indignation au Rova (Palais Royal) face à une enquête qui piétine et la volonté de la Présidence de Transition de s'emparer des symboles royaux du pays. Pour mémoire, le Président Rajoelina (photo) avait descendu l'Avenue de l'Indépendance dans un costume identique à celui du Roi Radama I^{er} en 2010. Le Gouvernement de Transition a dû renoncer à célébrer au Rova le premier anniversaire de la IV^{ème} République. Le mouvement monarchiste Fanera a été exclu des discussions sur la nouvelle constitution. La Reine Victoria avait offert cette couronne royale à son homologue malgache en 1828. Neuf personnes ont été arrêtées depuis le 6 janvier 2012 mais la couronne n'a pas

encore été retrouvée.



Maroc, le 25 novembre 2011 : Elections législatives. Victoire du Parti Justice et Développement avec 107 sièges sur 395. Les islamistes modérés ont balayés les partis pro-royalistes dont l'Istiqlal, qui n'a obtenu que 60 sièges. Le Roi Mohamed VI a nommé Premier ministre le leader du P.J.D., Abdellah Benkirane (photo).

Nigeria, le 3 septembre 2011 : Couronnement de l'Elékolé du royaume de l'Ekole-Ekiti, le Prince Abijale Fashiku II a succédé au Roi Adetula Adebeye qui avait régné 52 ans sur son royaume.

Ouganda, le 20 octobre 2011 : Le Prince Charles Aryaja Rwebishengye, 21 ans, a été choisi pour succéder à son père, le roi de l'Etat d'Ankole, décédé une semaine auparavant. Monarchie abolie en 1967, Ankolé est le dernier royaume ougandais à n'avoir pas encore été restauré par le gouvernement.



Swaziland, le 18 novembre 2011 : L'Archevêque anglican du Royaume Meshack Mabuza a appelé publiquement le Roi Mswati III (photo) à renoncer à la monarchie absolue et à accepter le multipartisme alors que ce dernier célèbre son jubilé d'argent, soit ses 25 ans de règne.

Amériques

Brésil, le 18 octobre 2011 : Cérémonie commémorant les 80 ans du Christ Rédempteur en présence des membres de la famille impériale.



Brésil, le 4 novembre 2011 : Dans un entretien de deux heures accordé au journal Folha Online, le Prince Dom Luis de Bragança-Orléans (photo) accuse la République d'avoir détruit toute moralité politique dans le pays, affirmant que seule la monarchie pouvait apporter des solutions. Il a également dénoncé le peu d'accès aux médias et une campagne trop courte qui ne lui a pas permis de concrétiser de forts résultats attendus en faveur de la restauration de la monarchie lors du référendum de septembre 1993.

Asie



Arabie Saoudite, le 22 octobre 2011 : Décès du Prince héritier Sultan Ben Abdel Aziz (photo), 87 ans et demi-frère du Roi Abdallah dont la santé reste fragile, ouvrant ainsi une nouvelle lutte dans la succession au trône dans le royaume wahhabite.

Bahreïn, le 4 novembre 2011 : Manifestation de l'opposition chiite réprimée violemment par les forces de sécurité du gouvernement royaliste.

Bahreïn, le 15 janvier 2012 : Le Roi annonce une réforme constitutionnelle limitée, qui n'est pas reconnue par l'opposition.



Emirat Arabes Unis, le 18 novembre 2011 : Sheikh Khalifa Ben Zayed (photo) a promis, lors de l'ouverture du parlement, le vote prochain de réformes offrant plus de droits aux populations de la confédération émirati. A ce jour, si l'assemblée peut voter des lois souveraines, le Roi est en mesure d'abolir ou d'imposer des lois de son propre chef. La confédération, qui rassemble sept émirats, n'a pas connu de violentes manifestations semblables à celle d'Oman mais les opposants et blogueurs ont été néanmoins emprisonnés.



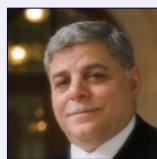
Inde, le 22 septembre 2011 : Décès du Nawab de Pataudi Mohamed Mansur Ali Khan (photo) à l'âge de 70 ans. Héritier de la Principauté de Pataudi, créé par les britanniques en remerciement du soutien accordé par sa famille au Royaume-Uni et dont il fut le dirigeant de 1952 à 1967, il était également un célèbre champion de cricket. Son fils Saif Ali Khan, né en 1970, lui succède.

Irak, le 17 décembre 2011 : Les Etats-Unis ont retourné au gouvernement irakien les couverts et assiettes ayant appartenu à la famille royale et dérobés lors de l'invasion de l'Irak par les américains en 2003.
http://wiki.sylm.info/index.php/Iraqi_Constitutional_Monarchy_Movement

Iran, le 20 janvier 2012 : Le Shah de Jure, Reza II Pahlavi a adressé aux Nations Unies un mémorandum officiel sur les crimes contre l'humanité du guide Ayatollah Ali Khamenei.



Japon, le 30 novembre 2011 : Le Prince Akishino (photo) a proposé l'ouverture d'un débat sur la question de l'âge limite de l'Empereur pour remplir ses devoirs. La récente hospitalisation de dix-neuf jours de son père, l'Empereur Akihito, a relancé le débat sur l'avenir de l'empire du soleil levant.



Jordanie, le 17 octobre 2011 : Le Roi Abdallah II nomme le juge Aoun Al Khasasounh (photo) Premier ministre suite à la démission de son prédécesseur. Âgé de 61 ans, le nouveau Premier ministre est un juge international réputé et libéral, proche de l'ancien Roi Hussein I^{er}. Le Roi a justifié cette nomination par l'expression de son mécontentement face aux peu de réformes

Vous avez connaissance d'une information concernant le monarchisme dans le monde ? Partagez-la avec les lecteurs de La Toile en la communiquant à veille@monarchiste.com



faites par l'ancien gouvernement. L'opposition islamiste a néanmoins refusé de participer au gouvernement.

Koweït, le 17 novembre 2011 : L'Emir du Koweït a demandé aux forces de sécurité du royaume de maintenir l'ordre au lendemain d'une manifestation de l'opposition réclamant le départ du Premier Ministre et qui s'était emparé brièvement du parlement.

Koweït, le 30 novembre 2011 : Le Prince Jaber Mubarak Al Sabah nommé Premier Ministre après la démission du Prince Nasser Al Sabah, neveu du Roi. Agé de 69 ans, il inaugure le 8^{ème} gouvernement de l'Emirat depuis 2006.



Malaisie, le 13 décembre 2011 : Avènement du Sultan de Kedah, Abdul Halim Mu'Adzam Shah (photo), âgé de 83 ans, comme nouveau Roi de Malaisie. Le pays est une monarchie élective qui élit son souverain parmi les Rois de l'île chaque année. Il règne également sur le Sultanat de Kédar depuis 1958. Il avait déjà occupé le trône de 1970 à 1975.



Népal, le 17 novembre 2011 : Kamal Thapa (photo), leader du mouvement royaliste *Rastriya Prajatantra Party-Nepal*, a entamé des pourparlers en vue de former un parti unique royaliste avec les mouvements *Rastriya Janashakti Party* (R.J.P.) dirigé par Surya Bahadur Thapa et *Rastriya Prajatantra Party* (R.P.P.) dirigé par Pashupati Shumsher Rana.

Népal, le 8 janvier 2012 : Alors que le gouvernement maoïste est secoué par un scandale financier, le *Rastriya Prajatantra Party-Nepal* a manifesté contre la décision du gouvernement de la République d'enlever la statue du Roi Tribhuvan de son socle pour le remettre au musée du Palais Royal. La manifestation a rassemblé une centaine de royalistes.



Népal, le 18 janvier 2012 : Le *Rastriya Prajatantra Party-Nepal* a annoncé aux médias qu'il entendait déclencher une grève générale pour les élections locales du 17 au 23 février, réclame l'organisation d'un référendum pour le retour de la monarchie et appelle le Roi Gyanendra Bir Bikram (photo) à soutenir les manifestants.

Oman, le 15 octobre 2011 : Elections parlementaires dans le sultanat sur fond de succession dynastique.

Thaïlande, le 11 novembre 2011 : Manifestation de 800 personnes appartenant au mouvement royaliste « multicolores », suivi le lendemain de celui des Chemises Jaunes hostiles au gouvernement.

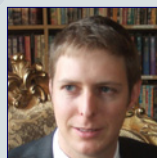


Turquie, le 9 décembre 2011 : Le Prince Orhan Al Othman (photo), petit fils du Sultan AbdulHamid II a accusé publiquement la communauté juive, lors d'un entretien à Memri TV, d'avoir provoqué la chute de

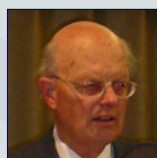
l'empire ottoman en 1924 et a annoncé vouloir fonder un mouvement monarchiste.

Yémen, le 12 janvier 2012 : Affrontements entre salafistes sunnites et rebelles chiites zaidites qui luttent pour la restauration de l'Imamat. Ces affrontements armés ont fait 20 morts.

Europe



Albanie, le 30 novembre 2011 : Décès du Roi de jure Leka II Zogu à l'âge de 72 ans. Son fils unique Léka II (photo) lui succède. Actuel Conseiller au Ministère de l'intérieur, il dirige le mouvement monarchiste et a reçu le soutien du Parti de la légalité.
http://wiki.sylm.info/index.php/Parti_du_mouvement_de_la_légalité



Allemagne, le 29 septembre 2011 : Décès du leader du mouvement monarchiste Tradition und Leben, le Docteur Wolfgang Stribny (photo), qui était né en 1935.
http://wiki.sylm.info/index.php/Deutsche_Monarchistische_Gesellschaft

Allemagne, le 1er octobre 2011 : Manifestations de royalistes pour les 950 ans de la famille impériale des Hohenzoller. Pour l'occasion, certains avaient revêtu les uniformes de l'armée impériale allemande.

Allemagne, le 11 janvier 2012 : Retour définitif du Prince héréditaire Hubert de Saxe Cobourg-Gotha dans la ville de Gotha. Il assure la présidence de l'administration ducale.

Allemagne, le 17 janvier 2012 : Rencontre entre le Prince et kaiser de jure Georges-Frédéric de Hohenzollern et le Président allemand Wulf.

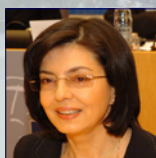
Allemagne, le 24 janvier 2012 : Commémoration monarchiste du 300^{ème} anniversaire de la naissance de Frédéric II de Prusse.

Autriche, le 8 octobre 2011 : Le Vatican a célébré une messe d'hommage en l'honneur du défunt Empereur de jure d'Autriche et Roi de Jure de Hongrie, Othon de Habsbourg-Lorraine.
http://wiki.sylm.info/index.php/Otto_de_Habsbourg-Lorraine

Autriche, le 12 novembre 2011 : Traditionnelle marche des monarchistes autrichiens à Vienne, qui a rassemblé une centaine de personnes.

Belgique, le 6 décembre 2012 : Formation du gouvernement d'Elie Di Rupo qui met fin à la crise Belgique qui perdurait depuis les élections de juin 2010.

Bulgarie, le 20 septembre 2011 : Lors des élections présidentielles, la candidate indépendante royaliste et ancienne

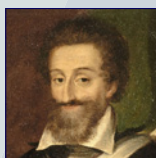


Ministre des Affaires Européennes (2007-2010) Meglena Kuneva (photo) a obtenu 14% (455800 voix) des suffrages exprimés. Elle est arrivée 3^{ème} sur les 5 candidats les plus sérieux de l'élection. Conjointement à la présidentielle, les royalistes du N.M.S.P. ont échoué à s'emparer de la mairie de Sofia avec seulement 3% des voix.

http://wiki.sylm.info/index.php/Le_Mouvement_national_pour_la_stabilité_et_le_progrès



Espagne, le 21 novembre 2011 : Elections législatives. Le Parti carliste du prétendant Charles de Bourbon-Parme a appelé au boycott des élections, n'ayant pas pu présenter de candidats. Le CTC du Prince Sixte (photo) a quant à lui échoué à s'allier avec d'autres mouvements et également appelé au boycott des élections.

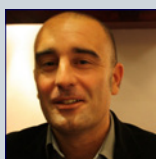


France, le 11 octobre 2011 : Le Duc d'Anjou et prétendant à la couronne de France, Louis-Alphonse de Bourbon a écrit au Président français Nicolas Sarkozy afin que la tête retrouvée du Roi Henri IV (photo) soit unie de nouveau au corps du souverain enterré à Saint-Denis. La Présidence de la République n'a pas répondu à ce jour à la demande du Duc d'Anjou.



France, le 21 octobre 2011 : Le Prince Charles-Napoléon VII Bonaparte (photo) a été invité par l'association des officiers de l'armée russe pour assister aux cérémonies du bicentenaire de la « retraite de Russie » par la Grande armée de Napoléon I^{er}.

http://wiki.sylm.info/index.php/Prince_Charles_Napoléon



France, le 9 novembre 2011 : Considérant que ses idées ne sont actuellement représentées par aucune autre sensibilité politique, le mouvement France Bonapartiste (F.B.) a décidé de présenter un candidat, David Saforcada (photo), à l'élection présidentielle de 2012.

http://wiki.sylm.info/index.php/France_Bonapartiste

France, le 21 janvier 2012 : Traditionnelle commémoration des royalistes pour la mort de Louis XVI.



Géorgie, le 2 août 2011 : Le mouvement Free Georgia (Géorgie Libre) a annoncé organiser conjointement avec l'association de la noblesse Géorgienne la tenue d'un forum en vue de mettre en place un référendum sur la restauration de la monarchie. Le mouvement monarchiste qui a gouverné le pays au sein d'une coalition (1990-1992) et tenté un coup d'état en 2003 est désormais dans l'opposition au régime du Président Saakachvili. Le Patriarche Ilia II (photo) a appelé à diverses reprises à la restauration de la monarchie en Géorgie.



Géorgie, le 27 septembre 2011 : Naissance du Prince héritier Georges Bragation-Moukhraneli, fils du Roi de jure David Bragation (photo) et de la Princesse Anna Bragation-Gruzinski. Cette naissance met fin au conflit dynastique qui divisait la famille royale.

Hongrie, le 30 décembre 2011 : Manifestation des monarchistes hongrois le jour où le pays adopte une nouvelle constitution. Cette dernière ne mentionne plus le titre de République de Hongrie, fait référence aux valeurs chrétiennes et se veut plus nationaliste.

Italie, le 26 novembre 2011 : L'Union Monarchiste Italienne (U.M.I.) clôture par une cérémonie les festivités du 150^{ème} anniversaire de l'unité italienne.

http://wiki.sylm.info/index.php/Unione_Monarchica_Italiana



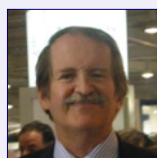
Italie, le 27 décembre 2011 : Le mouvement Neoborbonico organise une messe en la mémoire du Roi François II (photo). Seuls une cinquantaine de partisans de la monarchie sicilienne étaient présents.

http://wiki.sylm.info/index.php/Mouvement_Neoborbonici

Pologne, le 9 octobre 2011 : Elections législatives. Le mouvement royaliste Congrès de la nouvelle droite obtient 1,06 % des voix et aucun élu.

http://wiki.sylm.info/index.php/Janusz_Korwin-Mikke

Portugal, le 11 novembre 2011 : Le Parti Populaire monarchiste, représenté au parlement des Açores, a refusé de voter le budget de 2012.



Portugal, le 4 décembre 2011 : Lors d'un entretien avec Dom Duarte III de Bragança (photo) au journal ABC, le prétendant au trône a indiqué que le dernier sondage affirmait que 29% de la population étaient favorable à un retour de la monarchie.



Royaume-Uni, le 13 octobre 2011 : Le Premier ministre David Cameron (photo) a envoyé une missive à tous les pays membres du Commonwealth concernant un projet de loi de réformes sur la succession au trône, qui permettrait la suppression de la règle qui donne la priorité aux enfants mâles du couple royal et autoriserait les membres de la famille royale à épouser des catholiques sans perdre leurs droits au trône.



Royaume-Uni, le 10 janvier 2012 : Le Premier Ministre écossais Alex Salmond (photo) a annoncé officiellement la tenue d'un référendum sur l'indépendance en 2014 et sur la question du mode de gouvernement. Cette décision a provoqué l'irritation du gouvernement anglais qui entend lui opposer un référendum sous 18 mois. A ce jour, un tiers des écossais souhaiteraient réellement l'indépendance, et moins de 10% une monarchie.



Russie, le 13 octobre 2011 : Un comité d'intellectuels a demandé que soit enfin enterrés officiellement les restes des enfants de la famille impériale (Alexis et Maria Romanov) découverts en 2007.

Russie, le du 5 au 10 novembre 2011 : Visite officielle de la Grande Duchesse Maria Vladimirovna Romanov en Arménie.

Roumanie, le 18 octobre 2011 : Concert national organisé à l'Opéra de Bucarest à l'occasion des 90 ans du Roi Michel I^{er}. Tout le gotha des Balkans, monarchies régnantes de l'Europe ou non s'étaient réuni à cette occasion.

Roumanie, le 25 octobre 2011 : Discours du Roi Michel I^{er} au Parlement. Le Président Basescu et quelques ministres ont boycotté la cérémonie.

Roumanie, le 2 novembre 2011 : A la question « Quel est le chef d'Etat qui a fait le plus pour la Roumanie ? » : Michel de Roumanie (photo) se classe second avec 25%, derrière Ceaucescu qui obtient 29%, face à l'ancien Président Ion Iliescu 20%, l'ancien Président de sensibilité royaliste Emil Constantinescu 14%, l'actuel Président Traian Basescu 7%, et 5% se déclarant sans opinion. Néanmoins sur les sondés, seuls 5% se déclaraient en faveur du retour de la monarchie et 50% avait apprécié l'intervention du Roi au Parlement.

http://wiki.sylm.info/index.php/Parti_National_Paysan_Démocrate_Chretien



Roumanie, le 23 janvier 2012 : La Maison royale de Roumanie annonce son soutien officiel aux roumains qui, depuis deux semaines, manifestent tous les jours contre le gouvernement.

République Tchèque, le 28 octobre 2011 : Traditionnelle marche des monarchistes tchèques.
<http://www.youtube.com/user/TheKorunaCeska>

Russie, le 17 octobre 2011 : Visite à Moscou du Grand-Duc Georges Romanov, héritier de la couronne impériale de Russie.

Russie, le 12 décembre 2011 : Manifestation des monarchistes contre les résultats soupçonnés d'être tronqués de l'élection législative. La Conférence monarchiste internationale a apporté son soutien aux monarchistes russes.

Russie, le 21 décembre 2011 : La République séparatiste de Transnistrie a accordé à la Maison impériale des Romanov un statut officiel avec rang d'institution historique et titres officiels.

Serbie, le 24 novembre 2011 : Grâce à un accord politique, le Mouvement du renouveau serbe entre au conseil municipal de Novi Sad avec quatre élus.
http://wiki.sylm.info/index.php/Mouvement_du_renouveau_serbe



Serbie, le 6 décembre 2011 : Réhabilitation officielle de Paul Karageorgevitch (photo), Prince et régent de Yougoslavie (1934-1941), par la Cour suprême de Belgrade. Le Prince avait fait basculer son pays dans une alliance avec les nazis avant de se faire renverser lors du coup d'état pro-anglais d'avril 1941. Il avait été condamné comme criminel de guerre par contumace par un tribunal de guerre composé exclusivement de communistes.
<http://www.princepaulroyalexile.com/>

Océanie



Australie, le 19 octobre 2011 : Visite de onze jours de la Reine Elizabeth II (photo) en Australie. Un récent sondage affirme que 55% des Australiens souhaitent conserver la monarchie dans le pays face à 34% en faveur de la République. Néanmoins, le Premier Ministre a refusé de se soumettre à la gémulation protocolaire.

A l'occasion de ce déplacement, les 16 pays membres du Commonwealth (ci-dessous) ont signé, le 28 octobre, un accord d'acceptation de changement des lois de succession au trône d'Angleterre. Désormais, un Prince d'Angleterre est autorisé à épouser une catholique sans perdre ses droits à la couronne et la primauté masculine dans les droits de succession seront abolis. Le projet de la loi de succession doit être encore adopté par le Parlement britannique.



Hawaï, le 16 octobre 2011 : Les monarchistes et indépendantistes inaugurent une statue à l'effigie de la Princesse Victoria, Princesse héritière d'Hawaï décédée en 1899 à 23 ans.

Jamaïque, le 6 janvier 2012 : A peine élue, le 30 décembre, le Premier ministre Portia Simpson Miller a réclamé l'abolition de la monarchie et l'indépendance de son île.

Divers



La CMI (Conférence monarchiste internationale) annonce l'adhésion du mouvement monarchiste ukrainien, le Club Traditionneliste Ukrainien, le 26 janvier 2012.



Le discours du Roi Michel 25 octobre 2011

Revenu définitivement en Roumanie en 2001 et installé au Palais Elizabeth, le Roi Michel, qui régna de 1927 à 1930 et de 1940 à 1947, reste toujours au cœur de la vie politique de son pays, quelques fois bien malgré lui.

Les récentes accusations de trahison proférées par le Président Traian Basescu sur le rôle du Roi lors de l'occupation de son pays par les nazis et son soutien à la dictature du Maréchal Antonescu (1940-1944) a montré à quel point le souverain est encore regardé comme une menace pour ses opposants dans un pays qui a néanmoins connu un gouvernement royaliste entre 1996 et 2000 (coalition avec le Parti Libéral).

Escorté par la Garde d'honneur du Parlement, le Roi Michel, accompagné de sa fille héritière Margarita et de son gendre, a fait une entrée officielle dans l'enceinte du parlement sous le son de l'hymne national roumain, aux cris de « vive le Roi » et sous les acclamations des députés, ministres, membres du corps diplomatique et Princes, couronnés ou non. Un événement qui coïncide avec le 90^{ème} anniversaire du souverain déchu de son trône depuis 1947.

Boycotté par le Président, le Premier Ministre, le Patriarche de l'Eglise orthodoxe roumaine et quelques ministres du gouvernement, le Roi Michel a rappelé dans son discours que « les Rois avaient fait de la Roumanie un pays moderne en 140 ans avant que les communistes ne le détruisent en 40 ans » et appelé la classe politique à œuvrer pour que la Roumanie retrouve « dignité et respect ». Reconnaisant volontiers le développement de la démocratie, des libertés et de la prospérité depuis la chute du communisme en 1989 dans son pays, le souverain a néanmoins affiché une certaine tristesse à la lenteur des réformes nécessaires au pays.

Après ce discours, le Roi Michel a inauguré un buste du fondateur de la monarchie roumaine, Carol I^{er} (1839-1914) dans l'enceinte du parlement.

Si le mouvement monarchiste s'est essouffé en Roumanie, il reste un parti politique très actif. Le Roi Michel est le dernier survivant des chefs d'état de la seconde guerre mondiale.



La Siberian Dragon Association

La Toile : Mr Krupa de Tarnawa, pouvez-vous nous expliquer ce qu'est « le patrimoine Khazar » ?

Alfred Freddy Krupa de Tarnawa :

Le patrimoine Khazar est une tradition de tolérance religieuse et culturelle qui coule dans nos veines, un lien vivant entre les mondes anciens et contemporains, un pont entre des coutumes et des peuples très différents. Aujourd'hui, l'identité Khazar est universelle, elle est au-dessus de toute nationalité connue. Elle est enracinée dans le Tengrisme, la forme religieuse la plus ancienne. En tant que telle, elle favorise l'écologie, la protection de la vie, un sens de l'harmonie avec l'existence, la merveille de la création, le *leadership* et la force de cohésion qui ne seraient pas dictés par les plus capables. En tant que telle, elle croit en une méritocratie naturelle donnée par la Terre ; la loi des meilleurs.

En ce qui me concerne, je suis un mélange très intéressant entre les Khazar d'Asie du clan Ashina, la noblesse polonaise d'origine juive et les Lévites mésopotamiens.



LT : Quelles sont les activités de la Sibérien Dragon Association ?

KdT : Explorer, rechercher et protéger cette culture et ses descendants actuels.

LT : En quoi le fait d'adhérer à la Conférence monarchiste internationale est utile à votre association ?

KdT : C'est très utile pour nous car par le biais d'une institution aussi réputée, notre véritable nature et notre existence seront connues à l'échelle mondiale.

Plus d'infos...

http://wiki.sylm.info/index.php/Siberian_Dragon_Association_du_Kazakhstan



par **Frédéric ANDRIEUX de ZARMA**
Secrétaire Général de SYLM

Sauvons les élus OGM ! Offrons-leur un développement durable...

Les préoccupations éphémères qui émaillent les programmes des candidats à la Présidentielle de 2012 — et déjà la maquette de ceux de 2017 — sont indéniablement cruciales mais qui peut, sans rougir, prétendre qu'elles pourront être traitées le temps d'un quinquennat et, surtout, sans une remise en question complète et préalable du système et des pratiques de la classe politique dans son ensemble ?

Alors... quel développement durable pour la politique ? Peut-on laisser ces fondations de la Maison France s'écrouler sans broncher ; sans aucun respect pour ceux qui viendront ensuite cultiver du laurier ou du blé comme leurs pères, leurs grands-pères ou leurs aïeux l'on fait depuis des siècles ? En cette année de plan quinquennal, il me semble plus important de réformer la politique que de nommer 40% de femmes dans la haute fonction publique ou d'interdire la cigarette sur la voie publique. Quand le noyau est pourri, le fruit ne peut pas être sain.

Réformer la politique n'est pas aussi difficile qu'il paraît ; n'importe quel dictateur honnête et de bon sens le ferait avec un peu de préparation et beaucoup d'exécutions. Notre dictateur à nous — la Finance — n'est ni honnête ni de bon sens. Depuis la dématérialisation de la monnaie et la flambée de la spéculation sur les taux de change, aucun pays n'a pu vérifier le vieil adage libéral qui veut que le marché se régule de lui-même. Chaque nation a le pouvoir d'interdire les produits financiers nocifs mais aucune ne l'a fait et ils sont revenus dès la recapitalisation des banques. Non... la Finance n'a pas le bon sens et l'honnêteté nécessaires pour réformer la politique.

Et le Peuple, ce dictateur flamboyant, intransigeant, puissant et honnête que la Révolution française a mis au catalogue de l'Histoire, option VPC ? Bien entendu, il pourrait aussi faire l'affaire avec autant de préparation mais en général beaucoup plus d'exécutions. A condition toutefois qu'il soit instruit et correctement instruit. De toutes les révolutions modernes, aucune n'a mené à une amélioration objective du bien-être et de l'éducation des peuples mais chacune a, paradoxalement, réinventé ou réinstallé les réseaux de corruption et de captation des pouvoirs qu'elle avait prétendu mettre à bas.

Qui, alors, pourra imposer à l' élu de réaliser ses promesses, de ne pas favoriser ses honorables et généreux amis et, accessoirement, de ne pas faire de ses mandats une rente trop rémunératrice ? Qui pourra sanctionner l' élu qui joue avec le pays comme un ado joue à la guerre sur Internet ? « Wesh... on va *reloader* les banques en Grèce ! Poum ! Merde... ça m'a niqué son peuple... Woah... laisse, tu vas ressusciter dans vingt secondes. »

Pour être bien gouvernée, une nation doit se doter de moyens de contrôle efficaces sur ses dirigeants. Des moyens institutionnels, bien entendu, mais également des moyens populaires puissants comme la proportionnelle — intégrale ou non —, l'invalidation d'une élection au-delà d'un seuil fixé de bulletins blancs, le référendum local d'initiative populaire, l'anonymat des signatures pour l'élection présidentielle ou encore le référendum systématique en cas d'engagement de l'armée sur un terrain extérieur.

Et pour vraiment bien faire, une nation devrait se doter d'un arbitre indépendant des partis, des églises, des groupes de pression ou des marchés financiers, capable de trancher en dernière instance en faveur de l'intérêt de la Nation, du Peuple et d'un avenir qui voit bien plus loin que cinq ou dix ans. Nous, monarchistes, l'avons compris.

La nuque du monarque est toujours placée sous la lame du Peuple... garantie ultime. Quel candidat serait prêt à s'y risquer pour l'amour de la Nation ?

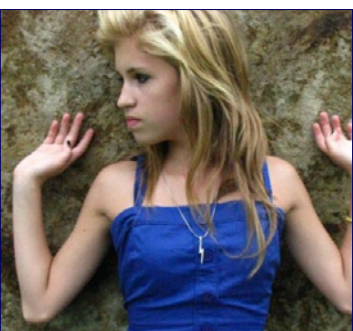




par **Judith Taubel**

Administratrice de SYLM

Il y a quelques mois – le 30 mai 2011 – apparaissait sur Facebook le profil d'une jeune et jolie fille, Honorine Lamezec. Royaliste convaincue, elle livrait sur une page dédiée et sur un blog ses réflexions et considérations sur la politique en général et le royalisme en particulier. Sa manière d'écrire, très rhétorique, en étonna plus d'un, nous pensâmes à ce moment-là que ce profil avait été monté de toute pièce pour une raison ou une autre. Mais après tout, quelle importance ?... Elle rejoignit les rangs de l'Union Royaliste pour la Restauration Monarchique (UR²M) dès sa création et y fut très active, sur Facebook du moins.



Lundi 13 février nous apprenions le décès d'Honorine par un message de son frère Cédric Lamezec, repris par l'UR²M et quelques facebookiens. La jeune fille venait d'être terrassée par un cancer qui la rongait depuis six ans (plus ou moins provoqué par une chute de cheval d'après ce que nous avons pu lire ailleurs, chute qui l'aurait aussi rendue quasiment analphabète), et qu'elle avait caché à tous, même à ses si proches amis de l'UR²M.

Prise d'un doute, j'ai alors lancé une simple recherche Google à propos de ce Cédric. J'ai obtenu en second résultat une page Facebook où il demandait – le 16 août à 06:03 – « avec ki sort claudia ???? ». Notons en passant qu'il apparaît désormais dans ce *post* sous le nom de Konrad Slivik... La page est celle de Claudia Bouvette, jeune « personne du spectacle » canadienne, connue dans son pays pour avoir participé à une émission de télé réalité, Mixmania 2, qui fut diffusée sur Vrak.TV du 17 mars au 29 mai 2011. Le dernier cliché à avoir été posté sur cette page – le 22 janvier à 23:22 – m'a immédiatement sauté aux yeux. Il apparaissait en effet dans les photos de profil d'Honorine. Surprise, donc ! Un examen plus poussé des images de Claudia Bouvette sur cette page Facebook, mais aussi sur d'autres ainsi que sur Google, nous a permis de découvrir que son identité visuelle avait été utilisée pour le profil d'Honorine.

Mieux encore, des photos de certains des participants à l'émission Mixmania 2 apparaissaient dans les profils de contacts de cette dernière. Ainsi sa meilleure amie, Stephie Louvain, avait usurpé les photos d'Emmy Langlais ; Davis Davoult, le cousin d'Honorine, avait quant à lui repris celles de Tommy Tremblay. On peut aussi parler des JMJ où Honorine avait été photographiée avec une supposée religieuse ainsi qu'avec un groupe de jeunes filles, alors que l'on retrouve toutes ces personnes posant avec Claudia lors d'une fête. Ou encore d'une autre de ses amies, en réalité Cloé Gionet, jeune acadienne des connaissances de Claudia. L'entourage de Claudia est donc venu grossir les rangs de celui d'Honorine.

La seule personne à affirmer avoir connu « personnellement » Honorine est Nicolas Edouard-Godefroy Parzy-Jagla, jeune bordelais fondateur de l'UR²M, auteur d'un vibrant hommage à sa « douce et tendre Rine » ainsi que d'un touchant photo-montage à la mémoire de son amie. Manque de chance, ces photos sont trouvables assez facilement sur le net, et bien entendu ce sont encore celles de Claudia...

Saint Thomas, priez pour nous !...

Interrogé publiquement, le jeune homme commence par nier l'évidence. Ceux qui mettent en doute le décès, voire l'existence d'Honorine, sont des méchants ! Peu de temps après il nous apprend que « Claudia Bouvette » était le nom d'artiste d'Honorine et qu'elle avait caché « son cancer et sa célébrité en France pour briller par la musique au Canada ». Un peu plus tard il nous explique que l'homme à l'origine de la supercherie (finalement il y a donc supercherie ?!) est « un québécois facétieux probablement espion de Démocratie royale » et que lui, Nicolas, n'est « même pas certain qu'il existe une vraie Honorine Lamezec »... alors qu'il la connaissait « personnellement » quelques heures auparavant.

Questionné en privé, Nicolas se sent insulté, il la connaissait, bien sûr ! Pour peu, il demanderait réparation dans un pré au petit matin ! Et d'ailleurs il n'est pas le seul, Sophie Touzet, l'infirmière qui l'a soignée pendant six ans exigerait sans aucun doute la même chose...

A l'un de nos administrateurs il révèle enfin le nom de l'usurpateur, ou plutôt de l'usurpatrice ! Il s'agit de Stephie Louvain, souvenez-vous, la meilleure amie d'Honorine, aka Emmy Langlais... Elle lui a expliqué avoir créé le profil d'Honorine pour pouvoir s'extraire d'une vie d'artiste voulue par ses parents au Québec. Puis avoir été démasquée par une internaute sur une page Facebook. Cette personne l'aurait menacée de tout révéler si elle ne disparaissait pas. Elle a donc été obligée de faire mourir Honorine pour que l'affaire ne soit pas dévoilée au grand jour.

Cette anecdote aurait pu nous faire sourire si nous n'avions pas encore en tête la disparition de notre ami Eric, emporté par un cancer le mois dernier, les multiples tentatives de récupération des adresses de monarchistes par des groupes folkloriques ou la diffusion de journaux aussi provocateurs qu'éphémères dont le Lys Noir semble être un énième avatar.

Le fait que Stephie Louvain n'existe pas plus qu'Honorine, ajouté aux preuves rassemblées et aux explications fumeuses données, nous mène à l'évidence : cette supercherie a été menée par un groupe d'individus immatures et à la stratégie limitée. Malheureusement pour eux, une grande méconnaissance du milieu royaliste les a conduits à faire une erreur grossière : la roycosphère n'est pas un troupeau de crédules attendant le messie et prêt à prendre pour argent comptant tout ce que dirait celui qui se prétend tel.

COMMUNIQUÉ

SYLM n'a pas pour vocation de brimer les bonnes volontés mais veille constamment à la préservation des intérêts, à la sécurité et à l'image de la communauté monarchiste, particulièrement dans l'espace virtuel d'Internet.

Nous condamnons cette manipulation sordide qui a ému de nombreux royalistes et à laquelle nous avons mis fin le plus rapidement possible.

Nous condamnons les méthodes de l'UR²M dont le manque manifeste de maturité n'excuse en rien le manquement aux règles les plus élémentaires de l'honnêteté et nous engageons les monarchistes à se défier de ses responsables comme de ses projets.

Nous rappelons à chacun qu'Internet est le lieu de tous les excès et de tous les travestissements ; soyez prudents et n'hésitez pas, au moindre doute, à vous renseigner auprès de SYLM ou de vos propres structures.



par **Catonéo**

Blogger Indépendant

<http://royalartillerie.blogspot.com>

Quand Otto Hahn fit porter au *Naturwissenschaften* de Leipzig l'annonce de sa découverte à la veille de Noël 38, il savait qu'il avait *inventé* le feu prométhéen. Mais était-il le seul ? Depuis une décennie au moins, depuis le soupçon monstrueux qu'une énorme force était captive de l'atome, tous les physiciens du monde étaient aux cent coups pour être le premier des géants, et nous ne citerons, après Albert Einstein soi-même qui poussait ses calculs, que Frédéric Joliot, Niels Bohr, Lise Meitner, Fritz Strassmann et Otto Frisch, pour faire court. La Science leur rend grâce d'avoir osé, mais ils furent plus nombreux et de partout ; à la fin de l'année 1939, une centaine de « communications » étaient tombées dans les corbeilles à courrier des revues savantes. Trois ans plus tard, Enrico Fermi réussissait la première fission nucléaire en laboratoire à l'université de Chicago.

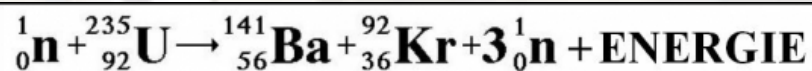
S'il n'est pas sûr que le propre de l'homme soit le rire, les chats pouffent, on n'en peut dire autant de son « vilain défaut », la curiosité. Casser l'atome réputé irréfragable était LE défi lancé à l'espèce humaine. N'était-ce point se grandir, approcher la sublime inquiétude du Créateur ? Ce grand mythomane qu'est le Mortel ne rêve finalement que d'être un jour incendié par le regard de Zeus, comme le voulut jadis Sémélé transformée en charbon à regarder son éternel d'amant.

Quel physicien aurait appréhendé de trouver la combinaison du coffre à vérités ? Tous naissent dans la science et prennent des risques incalculables pour confronter leur « imaginaire » aux réalités, fussent-elles explosives. Il n'a pas le préalable de l'interrogation. Plus tard, plus vieux.

Le délire de la Création

Dans les années 40, il ne s'agissait encore que de casser le petit jouet pour libérer de sa gangue la formidable énergie qui avait embouti ensemble les éléments de l'atome. Le défi était la fission du noyau élémentaire. Il fut relevé et dépassé. Imaginez maintenant que le « vilain défaut » propose à la communauté scientifique de recréer l'atome. On accède ainsi aux manettes du Grand Horloger. Le chaudron du savant va créer de la matière et non plus du rayonnement. Elle se pèse, elle est concrétisée ! Nous parlons de la fusion thermonucléaire : écraser deux atomes légers pour en faire un seul plus lourd et dégager quatre fois plus d'énergie que par le procédé de fission créé par Fermi et ses pairs, c'était la promesse d'entrer dans le club des génies cosmiques. Notre soleil, les étoiles, en font autant chaque jour, il suffisait donc de comprendre la procédure. Et la communauté savante fit la bombe H.

De la bombe A d'Hiroshima à la bombe H le facteur puissance est de mille ! Si l'on percuta des bombes H à l'essai dans les déserts et sous les mers, l'équilibre de la terreur est-ouest évita qu'on s'en amuse, et que faire sinon ? Cette fusion des atomes pouvait maintenir en haleine les équipes de chercheurs s'ils obtenaient plutôt qu'une bombe, une coulée de fusion contrôlée en



continu, comme un drainage retardé d'énergie captive. L'équation est toute d'arrogance, mais on a osé : cette « arrogance » s'appelle ITER. Le monde scientifique construit à Cadarache un réacteur expérimental sur crédits internationaux. L'Union européenne, les BRICS, le Japon et les Etats-Unis et même le Kazakhstan - pourquoi le Kazakhstan ? - se sont mis ensemble pour voir ça : obtenir une filière industrielle produisant du courant électrique à partir de la fusion. L'Homme n'avait jamais osé en vraie grandeur.

Une affaire d'ingénieur

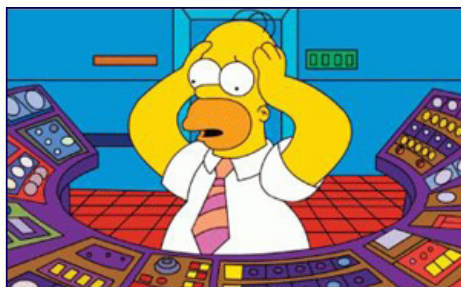
Faire le dieu n'est pas une occupation innocente et devant les images terrifiantes de l'éjaculation atomique de 1945 (ci-dessous), l'émoi fut toujours difficile à contenir chez les peuples craintifs. Puis vinrent les explicateurs sous-diplômés qui prirent le micro aux savants et le cri s'est répandu en écho des temps jadis heureux, d'un bord à l'autre de la planète : « *Back to the trees !* ». Et chacun de grimper !

Les écologistes n'ont pas complètement tort, même s'ils sollicitent beaucoup la vérité en instrumentalisant les accidents industriels de la filière à dessein, dans une procédure de communication fondée sur l'incertitude future comme le font tous les jours les agents d'assurances. Mais un citoyen moyen non irradié peut comprendre que les gens capables de domestiquer Vulcain le seront aussi pour venir à bout de ses rejets ultimes. L'alarme entretenue par les partis naturalistes sur l'accident de Fukushima cache soigneusement que ces réacteurs américains simplifiés étaient déjà obsolètes avant le tsunami. Les mêmes de critiquer ensuite les surcoûts du prototype EPR de Flamanville qui sont pourtant motivés par des exigences de sûreté nucléaire.

Tout est donc bon contre l'industrie, même s'il s'agit d'une filière française d'exception, reconnue et enviée dans le monde entier. Que pèsent ces considérations patriotiques, donc débiles, contre l'avenir radieux des moulins à vent qui ventileront les chèvres à fromage ! Et puis, le principe de précaution constitutionnalisé a bétonné le doute. Dans le doute, couche-toi !

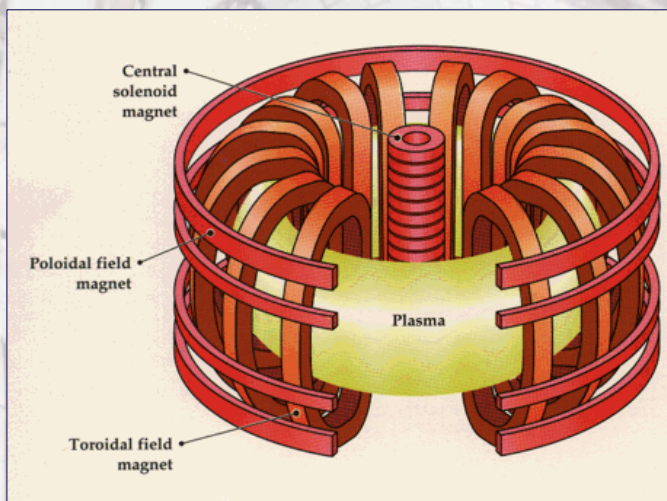
Si nous avons de remarquables ingénieurs, ce sont les pastourelles folkloriques qui doivent gouverner la France nous rabâchent les Verts. Et eux d'araser tout ce qui peut représenter une affirmation de force dans ce pays. Après l'atome ? L'automobile, le rail, l'aéronautique, les canaux, les barrages, l'agro-alimentaire et cette inutilité géante qu'est notre industrie du luxe, devront obéir aux dévots de la désindustrialisation heureuse dans ce fameux meilleur des mondes où chacun pèsera chaque soir après le brossage des dents à la sciure, sa production de CO².

De toutes les énergies canalisées par l'homme, l'atome est la plus « intellectuelle », la plus avantageuse pour une planète surpeuplée. C'est une énergie dangereuse, son exploitation ne peut être galvaudée, mais vouloir s'en priver convoque auparavant des énergies substitutives du même rapport quantité-prix. L'avenir est ouvert.



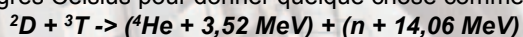


ITER - Tout ce que vous vouliez savoir sur le TOKAMAK sans jamais oser le demander



Ce sont les Russes Igor Tamm et Andreï Sakharov qui ont donné ce joli nom au super-transfo à plasma dit *Toroidalnaya Kamera c Magnitnymi Katushkami*, et c'est le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) qui fait la traduction pour notre bonheur ici : « un tokamak est en fait un transformateur dans lequel le secondaire est un anneau de gaz ionisé conducteur d'électricité (plasma) traversé par un courant électrique très important, quelques millions d'ampères, et maintenu en lévitation dans une chambre à vide torique par un champ magnétique toroïdal très intense, supérieur à 4 teslas. Il est évident que les parois de l'enfer ne peuvent être faites de matière, aucune n'y résisterait. L'isolation thermique du plasma dans le tokamak est réalisée par une configuration magnétique originale obtenue par la superposition d'un champ magnétique toroïdal créé par le courant circulant dans des bobinages et d'un champ magnétique poloïdal, environ dix fois plus faible, créé par le courant toroïdal circulant dans le plasma. Les lignes de force du champ résultant sont des hélices qui s'enroulent sur des tores en formant des surfaces magnétiques emboîtées. Celles-ci deviennent autant de parois virtuelles pour les particules chaudes du plasma qui se trouvent ainsi confinées au centre de la configuration ».

Le but est donc de créer en modèle réduit des plasmas stellaires. Que le bombardement commence. Deutérium et tritium vont être projetés dans un enfer de dizaines de millions de degrés Celsius pour donner quelque chose comme cela :



Mais le plasma est un chaos de haute puissance. Pour contrôler la fusion en continu, il faut comprimer le plasma et maîtriser son écoulement dans le tore. Le MIT le fait par ondes électromagnétiques sur un modèle plus petit que ITER. L'autre défi est de pouvoir stopper le plasma fou qui franchirait son confinement magnétique et partirait vers les parois de la machine sous forme d'un faisceau d'électrons hautement énergétiques, détruisant tout. Les ingénieurs ont trouvé qu'en injectant de l'argon et du néon au moment où une anomalie est décelée, l'énergie du plasma sera convertie instantanément en un flash de lumière. Les calculs sur ITER montrent que le flash atteindrait en une fraction de temps la puissance électrique des Etats-Unis ! Longue vie à ITER, mais Ray-Ban obligatoires.



CONFERENCE MONARCHISTE INTERNATIONALE

LE SITE OFFICIEL DE LA CMI REGROUPE LES ORGANISATIONS, JOURNAUX, SITES ET BLOGS MONARCHISTES AYANT ADHÉRÉ À SA CHARTE. IL VOUS PERMET DE LES CONTACTER PLUS FACILEMENT ET VOUS TIENT INFORMÉ DES ACTIONS COMMUNES.



COMMUNAUTÉ SYLM

LE SITE DE LA COMMUNAUTÉ EST UN ESPACE INTERNATIONAL SÉCURISÉ D'INFORMATION, D'ÉCHANGES ET DE TRAVAIL, DÉDIÉ AUX MONARCHISTES ET AUX CURIEUX DÉSIREUX DE MIEUX CONNAÎTRE LA MOUVANCE, SES RÉALISATIONS ET SES PROJETS.



SYLMPedia

SYLMPEDIA EST LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE PARTICIPATIVE DÉDIÉE AU MONARCHISME. VOUÉE À DEVENIR LA MINE D'INFORMATION DONT NOUS AVONS BESOIN, ELLE ATTEND VOS CONTRIBUTIONS POUR GRANDIR UN PEU PLUS CHAQUE JOUR.



SYLM PASSPORT

LE PASSPORT SYLM EST UN PORTAIL DES SITES MONARCHISTES OU TRAITANT DU MONARCHISME DANS LE MONDE. IL VOUS DONNE ACCÈS À UN UNIVERS VARIÉ D'INFORMATION ET DE CULTURE. INSCRIVEZ-Y VOS PROPRES TROUVAILLES EN QUELQUES CLICS !



L'Etat des Lieux du Royalisme en France

LA DERNIÈRE ENQUÊTE SUR LE ROYALISME EN FRANCE DATAIT DE 1989... CET OUVRAGE APORTE UN ÉCLAIRAGE NOUVEAU SUR CE QUE SONT RÉELLEMENT LES ROYALISTES AUJOURD'HUI PAR L'ANALYSE OBJECTIVE DE PRÈS DE DEUX MILLE RÉPONSES.



SYLM TV

LE MONARCHISME EN MOUVEMENT... VISIONNEZ LES ARCHIVES ET LES DOCUMENTS D'ACTUALITÉ SUR NOS QUATRE CHAINES THÉMATIQUES AINSI QUE SUR LES CHAINES DIFFUSÉES PAR NOS PARTENAIRES. DES HEURES D'IMAGES SÉLECTIONNÉES POUR VOUS.



REX APPEAL

IL EXISTE MILLE FAÇONS D'AFFICHER SES IDÉES. REX APPEAL VOUS PROPOSE DES VÊTEMENTS ET DES OBJETS MONARCHISTES ET ORIGINAUX POUR LES AFFIRMER AVEC STYLE OU AVEC HUMOUR TOUT AU LONG DE L'ANNÉE. POURQUOI SE PRIVER ?



LA TOILE

PUBLICATION DE LA CMI, LA TOILE VOUS EMMÈNE AUTOUR DU MONDE AU GRÉ DE DOSSIERS ORIGINAUX, TRAITÉS AVEC UN REGARD MONARCHISTE MAIS TOUJOURS DE FAÇON OBJECTIVE. REJOIGNEZ L'ÉQUIPE ET PARTICIPEZ À L'ESSOR DE NOTRE MAGAZINE !



par **Fanchig Laffaille**

Environnementaliste critique en pré-retraite

Corinne Lepage : en France, le climat «tout le monde s'en fout complètement» (Les Gazettes, décembre 2011)

L'ancienne ministre, présente à Durban avec la délégation du parlement européen, a par ailleurs déploré que « la dimension écologique des sujets » ait disparu de la campagne électorale en France, que ce soit sur le climat ou la biodiversité. « Dans la campagne, cela a totalement disparu. Ce n'est plus du tout un sujet porté par Eva Joly (ci-dessous). Le nucléaire, elle en a fait sa chose. Mais sur le reste, tout est passé à la trappe, on ne l'entend pas ».



Le réveillon, nouvelle victime du réchauffement climatique ? Les produits traditionnellement présents sur la table des réveillons se raréfient et leurs prix augmentent en conséquence. Ainsi de la truffe. Le diamant noir de notre patrimoine gastronomique est en danger. « La truffe, très sensible à l'eau, est un peu un marqueur des changements climatiques », explique le président de la Fédération française de la truffe dans Les gazettes du réveillon.

Allons bon ! Précisons qu'il n'est pas fait allusion à la Conférence mondiale contre le racisme de 2001 en cette même ville d'Afrique du sud, cette foire antisémite, mais bien à la Conférence sur les changements climatiques qui aurait abouti, au terme d'après et tumultueuses négociations, à un accord *a minima* dont tout le monde se fout, effectivement, s'agissant pourtant rien moins que du nouveau « millénarisme » brocardé *troppo allegro* par un ancien ministre du probosidien national.

Il convient donc d'en revenir aux fondamentaux, de secouer la torpeur, de renucléariser le débat !

Georges Bataille (ci-contre), « la part maudite »

Le premier effet de la pression : l'extension (du domaine de la lutte ?...)

« Qu'on imagine une immense foule assemblée dans l'espoir d'assister à une *corrida*, qui aura lieu dans des arènes trop petites [...] : une multitude doit attendre dehors. [...] Un premier effet de la pression sera d'augmenter le nombre des places de l'arène. [...] De même la terre ouvre d'abord à la vie l'espace fondamental des eaux et de la surface du sol. Mais rapidement la vie s'empare du domaine des airs. Il importait en premier lieu de multiplier la surface de la substance verte des plantes, qui absorbe l'énergie rayonnante de la lumière. [...] De leur côté, les

Corrida à Durban

insectes ailés et les oiseaux, à la suite des poussières, envahissent les airs. »

« La *corrida* est un art. Elle donne forme à une matière brute, la charge du taureau ; elle crée du beau avec son contraire, la peur de mourir ; elle exhibe un réel dont les autres arts ne font que rêver. » (Francis Wolff, La philosophie de la *corrida*)

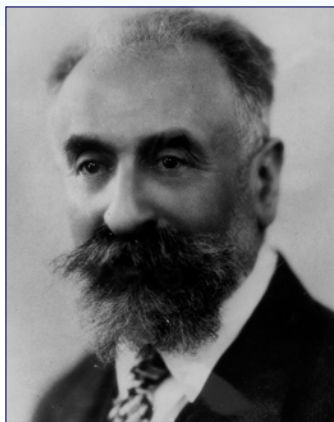
En vérité, le sujet n'est pas la *corrida*, même si la clé anthropologique ouvre mieux l'analyse du culte de **Mithra** par l'établissement d'un parallèle fécond avec ce sport culturel et les retrouvailles qu'il permet avec l'animalité, le sexe, la transgression et le sacrifice, et **l'énergie** qu'il faut nécessairement **produire** et valoriser pour **produire et valoriser** la vie, hors celle de l'esprit dont il ne saurait être question dans les gloses de symposiums et de tréteaux. **L'énergie**, dans ses rapports avec l'entropie. L'entropie, forcément, dont il faut rappeler qu'« **elle peut être interprétée comme la mesure du degré de désordre d'un système au niveau microscopique**. Plus l'entropie du système est élevée, moins ses éléments sont ordonnés, liés entre eux, capables de produire des effets mécaniques, et plus grande est la part de l'énergie inutilisable pour l'obtention d'un travail ; c'est-à-dire libérée de façon incohérente ». Tendre vers le désordre établi, donc, et l'entropie de l'univers qui augmente, hors les cas de réversibilité bien entendu.



Non, il s'agit d'un clin d'œil transitionnel à nos amis écologistes politiques, qui bataillèrent tant pour éviter l'inscription de la *corrida* au **patrimoine** culturel immatériel de la France, dans un mouvement brownien frénétique dont il conviendrait d'ailleurs d'établir le bilan carbone. L'A.D.E.M.E. fournit à cet égard d'excellents algorithmes. Cela risque de coûter bonbon, il faut le savoir.



En vérité, le texte de Bataille (le plus important de son œuvre, dit-on) introduit la question centrale de(s) l'énergie(s), grosse de l'angoisse vitale de l'eau dont la folie humaine nous fera bien une guerre, porteuse du spectre du « réchauffement climatique », excipient essentiel de la nécessaire préservation de la biodiversité...



Il faut quêter « la clé de tous les problèmes que pose chaque discipline envisageant le mouvement de l'énergie sur la terre. » L'écologie *politique* est l'une de ces disciplines, tant et plus qu'elle souhaite être globale et prospective. Voir une *révolution* id est selon Bataille, « la forme suprême du *potlatch* », ce concept étudié et donné par Mauss (ci-contre). « Le soleil donne sans jamais recevoir, alors il y a nécessairement accumulation d'une énergie qui ne peut qu'être gaspillée dans l'exubérance et l'ébullition », d'où le *don* ! Dépense productive ? Ou non ? Écologie *politique*, quel est ton nom ?

Georges Bataille, de la notion de dépense à la part maudite, retour dans l'arène

« Le second effet de la pression : la dilapidation ou le luxe. »
« Mais l'insuffisance de la place peut avoir un autre effet : un combat peut s'établir à l'entrée. »

« Le plus remarquable est la mort. »

« En dehors de l'action extérieure à la vie (phénomènes climatiques ou volcaniques), l'inégalité de la pression dans la matière vivante ouvre constamment à la croissance la place laissée par la mort. [...] Autrement dit, la croissance possible est réduite à une compensation des destructions opérées. [...] Il n'y a pas *généralement* de croissance, mais seulement une luxueuse dilapidation d'énergie ! L'histoire de la vie sur terre est principalement l'effet d'une folle exubérance : l'événement dominant est le développement du luxe, la production de formes de vie de plus en plus onéreuses. »

La problématique, donc ! Développement durable d'une économie sociale et solidaire multiculturelle sous gouvernance mondiale / ordre sanitaire hygiénisme persécuteur compassionnel éthique décroissance grand remplacement.

Sans doute, le prochain Concile donnera le Droit.

Organismes

En attendant, dans l'esprit du paradigmatique, il y eut le « Sommet de la terre » de Rio en 1992. Depuis, on affine sans cesse la définition du développement durable, ou « soutenable ». L'écologie politique développe la notion « d'Agendas 21 », et nous y sommes (au XXI^{ème} siècle), essentiellement dans une dimension territoriale, à géométrie variable naturellement, les écolos *furia francese* ayant, comme les autres brigueurs de la République, été saisis par le *daemon* électoraliste répartiteur de fromages tout cuits et les délices du saucissonnage, empiement, croisements administratifs et financiers. Développement durable *parkinsonien* subséquent, d'associations, acteurs, facilitateurs, vecteurs, outils, organismes... ayant pour objet - par exemple - « de repérer, susciter et diffuser les pratiques de la transition écologique et sociale et de développement durable auprès des acteurs et des territoires, en particulier sur les questions liées aux problématiques de l'énergie et du climat, en cohérence avec les priorités régionales [il s'agit d'un organisme régional] et les

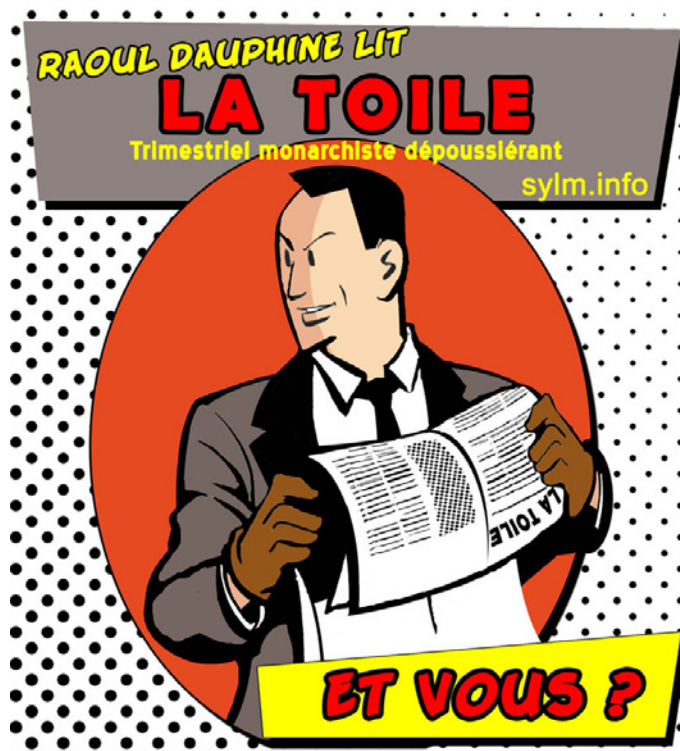
attentes des collectivités [locales et territoriales] et les acteurs socio-économiques [régionaux]. L'organisme « doit impulser et participer à la mise en mouvement des territoires. »

Écolocultisme (?)

Il est réjouissant de voir ainsi porté au pinacle, pas seulement, mais au premier chef, par les écolos, le principe de subsidiarité, qu'ils ont piqué à leur insu mais de plein gré à Saint Thomas d'Aquin (ci-contre) et à la doctrine sociale de l'Église. En tout cas, intense production d'études de définition, d'études pré opérationnelles de faisabilité, de notices techniques, de missions, de déplacements (bilans carbone !), de formations de formateurs aux énergies nouvelles et renouvelables et aux écobilans d'icelles (désastreux en général, *con fere* les « bio-carburants » dont on commence heureusement à freiner l'expansion afin d'éviter une famine mondiale), d'indicateurs de qualité environnementale et développement d'emplois peut-être durables dans les bureaux d'études, cabinets et associations.



En vérité, l'écologie *politique* est encore occulte, un Orient compliqué comme disait Charles De Gaulle. Nous inspirant de ce dernier, nous volerons vers les idées simples de la préservation et reconquête de l'environnement, à l'aune d'un intérêt national bien compris, notamment en ce qui concerne l'énergie nucléaire, civile et militaire, qu'à vue humaine rien ne pourra remplacer, dans l'hypothèse maximale du développement quantitatif et qualitatif des énergies de substitutions et la conception minimale de nos avantages comparatifs.



LES FICHES CUISINE

de Victor Hublot

SOUPE FUKUSHIMA

Pâte de soja fermentée et salée très utilisée en Asie et notamment au Japon, le *miso* se déguste sous forme de soupe, de sauce ou de condiment. Réputé pour ses bienfaits nutritionnels, on lui attribue des vertus digestives, détoxifiantes et antioxydantes. Et il diminuerait le risque de certains cancers, atténuerait certaines allergies alimentaires et combattrait les intoxications liées au tabac ou à l'alcool.

Et, *sakuranbo** sur le gâteau, le *miso* protégerait également l'organisme contre la radioactivité. Autant dire qu'au Japon, c'est le moment d'en manger.

Voici donc une recette de Soupe *Miso* au tofu, facile à réaliser, à condition de pouvoir faire ses courses dans une épicerie asiatique.

* Cerise en Japonais.



Soupe Fukushima

pour 6 pers. - prép. 10' - cuiss. 10'

Algues <i>wakame</i> séchées	3 cuil. à soupe
<i>Dashi</i> ou bouillon de volaille	1,5 l.
Tofu	250 g.
Gingembre en poudre	1 pincée
Pâte de <i>miso</i>	120 g.
Ciboule	3 tiges

1. Faites chauffer le bouillon et la feuille de *wakame*. Laissez frémir 5 minutes. Egouttez l'algue *wakame* et émincez-la. Remettez-la dans le bouillon.
2. Ajoutez le tofu coupé en dés et le gingembre. Laissez mijoter 3 minutes.
3. Dans un bol, délayez la pâte de *miso* avec un peu de bouillon, puis versez dans la casserole. Mélangez 3 minutes.
4. Répartissez dans des bols individuels en ajoutant les tiges de ciboule émincées.

Servez très chaud.